

# ÉCONOMIE POLITIQUE

## **M**onde, ce qui se cherche

Concentré sur une actualité politique nationale riche en péripéties, le débat électoral français a semblé perdre de vue, en plus d'une occasion, les mouvements qui reconfigurent le monde et qui pèsent sur le sort du pays. Pourtant, la guerre est en Europe, et les phénomènes qui lui sont liés – inflation, pénuries – ont des effets tangibles pour tout un chacun. Ce dossier attire l'attention sur certaines mutations en cours dans l'ordre économique.

Depuis quatre-vingts ans, cet ordre s'organise autour de l'hégémonie monétaire du dollar et de l'hégémonie financière du capital nord-américain. Les stratégies des firmes multinationales et celles des États s'inscrivent dans une hiérarchie des impérialismes dont le sommet se situe à Wall Street. Or, on voit se succéder et se combiner des crises – financières, économiques, écologiques, stratégiques – qui sont de nature à ébranler cette organisation.

Nous entrons ainsi dans un monde où à chaque instant peuvent se produire des événements auxquels les esprits ne sont pas préparés, même dans les milieux dirigeants les mieux informés. Un monde où il y a urgence à tracer de nouveaux chemins alors même qu'aucune boussole n'indique de façon évidente de quel côté il faudrait se diriger.

À partir du tournant en cours des politiques monétaires, Yves Dimicoli analyse ainsi en profondeur comment l'impérialisme des États-Unis répond à ce défi, et comment, jusqu'à présent, cette réponse aboutit à renforcer sa domination sur des acteurs plus vulnérables, tels que l'Union européenne. Bruno Odent met en lumière un des faits les plus lourds de conséquences sur le Vieux continent, à savoir le réarmement allemand qui s'accompagne d'un ancrage renforcé dans l'OTAN. Noura Mebtouche rappelle des données utiles à connaître sur l'accroissement accéléré des

DOSSIER

dépenses d'armement dans le monde, particulièrement en Europe et en France.

Autant d'évolutions qui ne contribuent pas à ouvrir une issue positive aux contradictions qui secouent la civilisation capitaliste et libérale. C'est pourquoi il est particulièrement intéressant de tourner les yeux vers les forces qui contestent l'organisation actuelle du monde. Ce dossier le fait en direction de deux des grands blocs dont les évolutions modifient les rapports de forces à l'échelle internationale: vers une Amérique latine où

l'aspiration des peuples au changement continue de s'exprimer sous la forme de mouvements progressistes. C'est l'objet de l'analyse lucide, par Yamilé Vidal, de l'expérience chilienne depuis l'élection de Gabriel Boric. Et vers ce que porte de nouveau la montée en puissance de la Chine, facteur principal, peut-on penser, de toute réorganisation à venir du monde. C'est à quoi s'attache Frédéric Boccaro à propos de la place de cet immense pays dans l'économie internationale.



# Berlin en marche pour un changement d'époque ultra-atlantiste

*L'Allemagne se conforme à grande vitesse à une nouvelle géopolitique, une stratégie internationale qui n'hésite pas à rompre avec les logiques de détente et de coopération de «l'Ostpolitik» inaugurée au début des années 1970. Elle proclame brusquement un nouveau cap ultra-atlantiste, une intégration à grande vitesse dans les fourgons de Joe Biden pour rétablir la suprématie menacée de l'empire états-unien. C'est un changement d'époque (eine Zeitenwende), qu'annonça le chancelier Olaf Scholz, trois jours après l'invasion de l'Ukraine par la Russie de Vladimir Poutine. Les mots sont très lourds de sens. Ce sont les mêmes qui servirent à désigner le «tournant» de la réunification allemande. Tous les domaines sont concernés par ce soudain et profond recentrage, du champ européen et géostratégique, à celui de la politique intérieure et de l'économie.*

Les implications les plus immédiates et les plus spectaculaires de l'alignement de Berlin sous la bannière du chef de guerre de l'Occident ont porté sur le dossier militaire. Dès le 27 février 2022, le chancelier Olaf Scholz a annoncé une augmentation de quelques 100 milliards d'euros du budget de l'armée fédérale allemande. Un saut considérable qui va largement propulser la Bundeswehr au rang de première armée d'Europe, devant les armées française ou britannique. Le principe d'une dotation budgétaire exceptionnelle à la Bundeswehr fera l'objet du consensus politique indispensable afin de lever les obligations constitutionnelles qui interdisent un tel surcroît de dépenses et donc d'endettement public. Insérées dans la loi fondamentale depuis 2009 les contraintes du «frein à la dette» (*Schuldenbremse* ou «règle d'or») empêchent en effet tout dépassement du déficit budgétaire de plus de 0,35 % du PIB. Elles ont été levées début juin 2022 au parlement allemand (Bundestag + Bundesrat) par les partis de la majorité (SPD, Verts et Libéraux) et ceux de l'opposition chrétienne démocrate (CDU/CSU) avec un score largement supérieur à la majorité des 2/3, indispensable à un tel exercice. Seule Die Linke s'est clairement opposée à cette fuite en avant belliciste, pointant qu'une levée du verrou institutionnel ultra-austéritaire était certes nécessaire, mais qu'elle devait être destinée non pas au surarmement mais à la mobilisation des dépenses publiques, «là où elles font si cruellement défaut aujourd'hui, dans les domaines de la santé ou de l'éducation».

**100 milliards d'euros pour la Bundeswehr et des super-commandes à Lockheed Martin et Boeing**

Washington a de quoi être doublement satisfait de ce changement d'époque. D'abord Berlin, qui jusqu'alors traînait ouvertement des pieds à satisfaire les recommandations de l'OTAN de consacrer au moins 2 % de son PIB à ses dépenses militaires, pulvérise d'un seul coup ces objectifs. On se souviendra des passes d'armes très médiatiques sur ce dossier entre Donald Trump puis Joe Biden et l'ex-chancelière allemande Angela Merkel, les deux derniers locataires de la Maison-Blanche, accusant l'Allemagne de s'offrir une compétitivité déloyale en sous-finançant ses dépenses de sécurité tout en bénéficiant de la garantie du «parapluie militaire des USA».

Autre raison de se réjouir pour Washington : les premiers achats d'armements liés à la soudaine augmentation des dépenses militaires allemandes vont bénéficier principalement aux champions états-unien du secteur. Ainsi la ministre allemande de la défense Christine Lambrecht (SPD) a-t-elle fait part à la mi-mars 2022 de la décision de Berlin d'acheter 35 F35 à la firme états-unienne Lockheed Martin. Coût : 15 milliards d'euros.

Signe particulier : ces chasseurs-bombardiers furtifs dernier cri sont destinés à remplacer la flotte vieillissante de Tornado de la Bundeswehr ; soit des avions chargés de

remplir la « mission de participation nucléaire », qui oblige l'Allemagne au sein de l'Alliance atlantique à transporter sur zone les bombes atomiques US « en cas de nécessité ». Ces F35 furtifs – c'est-à-dire quasi indétectables – devraient être déployés sur la base de Büchel en Rhénanie-Palatinat, à proximité des bunkers souterrains où sont entreposés les engins de destruction massive de l'US Army. Sur ce lieu discret au cœur de la campagne mosellane se sont mobilisés pendant 5 jours, début juillet 2022, des militants pacifistes de toutes nationalités dénonçant le retour du risque d'autodestruction de l'humanité par l'apocalypse nucléaire. L'ICAN (International Campaign to Abolish Nuclear Weapons), était au cœur de ce rassemblement pacifiste européen. Coalition internationale de plus d'une centaine d'ONG, lauréate du Prix Nobel de la paix en 2017, elle exige l'abolition des armes atomiques et plaide à l'ONU pour la conclusion d'un traité (TIAN) en interdisant l'usage.

## L'Europe parent pauvre des commandes militaires de Berlin

Avec Lockheed Martin, un autre géant états-unien de l'aéronautique, Boeing tire un bénéfice immédiat des grosses commandes de matériel annoncées par le ministère allemand de la Défense. Il a décidé en effet de lui acheter 60 de ces hélicoptères de transport géants, Chinook, pour quelques 5 milliards d'euros.

L'europeen Airbus n'a eu droit qu'aux miettes de ce super-deal dont il décroche le contrat de... maintenance. D'ailleurs l'expansion rapide des capacités de la Bundeswehr n'a pas eu, pour l'heure, de notable incidence sur les carnets de commandes des champions de l'armement du Vieux continent, singulièrement français. Un sérieux avatar pour la classe dirigeante de l'Hexagone qui, depuis des années, cherche à fortifier son influence européenne – déclinante pour cause de désindustrialisation – en impulsant la constitution d'une « Europe de la défense » dont elle espère devenir le pilote, compte tenu de la position de puissance nucléaire de la France.

Cet objectif sans cesse brandi en étendard par le président Macron, durant la présidence française de l'UE au premier semestre 2022, se trouve ainsi pour le moins douché par les choix de Berlin. L'achat des F 35 pour la Luftwaffe remplace les États-Unis au cœur du processus de constitution de la défense européenne. L'Allemagne en devient le puissant relais, et ne justifie sa cohérence européenne qu'en la plaçant dans une démarche fédéraliste sous contrôle atlantique. Ce qui invalide l'argument déjà très laborieux du président français sur une prétendue « autonomie européenne, en complémentarité avec l'OTAN ».

L'acquisition des F35 par la Bundeswehr hypothèque d'ores et déjà la perspective de voir émerger le projet franco-germano-espagnol de système de combat aérien du futur (SCAF) associant les avions français Rafale et les Eurofighter allemands et espagnols.

## Des lanceurs de satellites au gaz de schiste, les firmes états-uniennes touchent le gros lot

Plus grave, la *Zeitenwende*, le brusque « changement d'époque » assumé par le Chancelier et son gouvernement de la coalition feu tricolore (SPD/Verts/libéraux) ne vaut pas que sur le plan militaire. Le réalignement allemand se fonde également sur le resserrement des liens transatlantiques

dans tout le champ économique. Avec des incidences au moins aussi pénalisantes, voire déstabilisatrices pour l'Europe et la France.

Première conséquence pratique de la guerre russo-ukrainienne et du virage géostratégique amorcé par Berlin : la société allemande OHB, impliquée dans la fabrication de satellites, a fait le choix de transférer la mise sur orbite de ses satellites destinés au programme de géolocalisation européen Galiléo sur les lanceurs de Space X, le géant états-unien privé de l'espace, propriété d'Elon Musk, l'oligarque capitaliste le plus riche de la planète. Et cela, alors que le défaut des lanceurs russes Soyouz, prévus initialement dans l'opération, aurait dû logiquement conduire à un transfert de la commande d'OHB vers la fusée européenne Ariane 6, prête à fonctionner à la fin de cette année ou au début de 2023.

La « giga factory », l'usine géante appartenant au même Elon Musk qui doit inonder le marché européen de véhicules Tesla, en concurrence directe avec les géants locaux et européens du secteur, a bénéficié, de plus longue date déjà, de la plus grande sollicitude de Berlin. Inaugurée en grande pompe fin mars 2022 par le chancelier Olaf Scholz et son ministre de l'Économie et du Climat, le Vert Robert Habeck, elle a bénéficié de plusieurs centaines de millions d'euros de subventions publiques régionales et fédérales, affectées à la construction des ateliers et des équipements top niveau où sont assemblés les véhicules, comme à l'édification d'une grande usine adjacente où seront fabriquées leurs super-batteries.

Les États-Unis tirent également le meilleur parti du *forcing* entamé par Berlin pour se libérer de son énorme dépendance au gaz naturel russe (55 % de sa consommation). Le choix a été fait de le remplacer le plus vite possible par du Gaz naturel liquéfié (GNL) exporté depuis les côtes des États-Unis ou du Moyen-Orient. Faute d'infrastructures nécessaires dans les ports allemands, il a été décidé de construire à la hâte de grands terminaux méthaniens *offshore*. Le coût très élevé de ces investissements et du processus de re-gazéification va contribuer à renchérir le prix de ces achats dont les producteurs états-uniens de gaz de schiste, au bilan écologique exécrable, sont les principaux bénéficiaires.

Sans même inclure les conséquences de l'usage prochain par la Russie ou l'Allemagne d'un embargo sur le gaz comme arme de guerre, cela ne va pas manquer de propulser à des niveaux toujours plus élevés le prix du gaz et de l'électricité qui lui est indexé sur les marchés allemands et européens.

## Un tournant politique brusque mais annoncé

La *Zeitenwende* (changement d'époque) proclamée par le chancelier allemand est vite devenue une sorte de référence consensuelle ultra-atlantiste partagée par au moins les deux tiers du spectre politique national. Le virage annoncé fin février n'est toutefois pas arrivé par surprise. Il a été précédé de signes annonciateurs forts durant la campagne de la dernière élection du Bundestag en septembre 2021. L'évolution la plus marquée fut enregistrée chez les Verts, aujourd'hui aux commandes aux côtés du SPD et du FDP (libéraux). Le parti a achevé un redoutable fête à queue politique.

Issu pour une bonne part du mouvement pacifiste géant du début des années 1980 contre le déploiement des missiles Pershing états-uniens sur le territoire ouest-allemand, *Die Grünen* ont totalement changé de direction. Le pacifisme d'antan est devenu suspect, soupçonné même aujourd'hui

de collusion avec l'impérialisme russe. Et les quelques militants de base qui cherchent encore à le défendre sont, fait-on clairement comprendre à la direction, d'irréductibles dissidents qui n'ont rien compris à la marche du monde moderne ou continuent de chausser de vieilles lunettes anti états-uniennes alors que le progressisme est forcément aux côtés de Joe Biden

Le parti écolo se place à l'avant-garde du spectaculaire recentrage de la politique étrangère, pour promouvoir une diplomatie dite des valeurs qui n'hésite pas à prendre le contre-pied d'un « réalisme mercantile dépassé et amoral » porté par Angela Merkel et ses gouvernements de grande coalition successifs.

Annalena Baerbock, l'ex-candidate verte à la chancellerie, s'est beaucoup investie dans ce sens et a tout fait pour être nommée aux affaires étrangères. Elle y fait valoir une conception très sélective des relations internationales, où les bons points sont attribués aux pays impétrants sur la base de la qualité de leurs relations à l'égard du « monde occidental » et de son chef de file. Baerbock n'hésite pas à se mettre ainsi au diapason de l'esprit de croisade de l'actuel locataire de la Maison-Blanche quand il proclame le rassemblement des démocraties contre les autocraties, visant la Russie mais surtout la Chine, puissance rivale, considérée comme la principale menace de la suprématie des États-Unis.

Cet alignement sans faille sur Washington remet en selle la politique des blocs, les tensions de la guerre froide et, du même coup, des menaces existentielles pour l'humanité quand se défient des puissances rivales disposant de l'arme nucléaire.

## Aux origines de la retenue et du Amalaise du chancelier Scholz

La marche en avant de cet ultra atlantisme assumé n'est pas sans nourrir des contradictions pour le chancelier Olaf Scholz. S'il assume l'engagement dans le tournant historique (autre traduction possible de *Zeitenwende*) qu'il a lui-même désigné, il est, en même temps, soucieux des conséquences d'une implication trop forte de l'Allemagne dans la guerre en Ukraine. D'autant qu'on trouve encore au sein de son propre parti des réticences marquées à une orientation trop « va-t-en guerre ». Le pacifisme allemand, dont Die Linke est le seul parti à cultiver aujourd'hui la tradition, a gardé une certaine empreinte sur le SPD. La formation fut imprégnée de l'Ostpolitik du chancelier Willy Brandt. Détente avec l'Est et désescalade dans la guerre froide à la fin du xx<sup>e</sup> siècle n'en ont-ils pas été les marqueurs ? Jusqu'à une époque très récente, tout juste avant la dernière élection de la chambre basse du parlement allemand, où le président du groupe SPD au Bundestag, Rolf Mützenich, revendiquait en personne la fin de la mission de participation nucléaire qui oblige, on l'a vu plus haut, les avions de la Bundeswehr à porter sur zone « au cas où... » les bombes atomiques états-uniennes.

Les atermoiements du chancelier Scholz quant à la livraison d'armes lourdes à Kiev, si décriée aussi de ce côté-ci du Rhin, révèlent le tiraillement du chef d'État entre l'engagement pris de faire entrer son pays dans un tournant atlantiste et de préserver l'Allemagne d'un élargissement du conflit avec une Russie qui possède l'arme nucléaire. Ils lui valent d'être régulièrement la cible des journaux et autres médias du groupe Axel Springer (*Bild*, *Die Welt*, etc.) qui, totalement dévoués à la ligne et à la propagande de l'OTAN, déplorent la « mollesse » du personnage.

La pression sur la chancellerie est maximum. L'opposition CDU/CSU, pilotée par le très conservateur Friedrich Merz, ne

cesse d'exiger « plus de soutien et d'armes pour l'Ukraine ». Arguant qu'il s'agirait de la seule solution pour voler au secours du peuple ukrainien, elle relaie les surenchères de Washington et incite Kiev à la poursuite d'une guerre que désormais il doit et il peut, dit-il, gagner avant que de se préoccuper de cessez-le feu et de négociations.

Scholz est dans une position d'autant plus délicate qu'au sein de sa majorité, Verts et FDP (Libéraux) se sont joints au chœur des critiques sur la prétendue trop lente livraison des armes. Ce qui nourrit des spéculations sur la solidité de l'attelage gouvernemental. Voire sur un potentiel renversement d'alliance.

Si un tel coup de théâtre politique paraissait encore improbable en juin 2022, il reste qu'un indiscutable rapprochement s'est opéré entre la CDU/CSU et les Verts. Dans deux élections régionales, qui ont eu lieu respectivement les 8 et 15 mai 2022 dans le Schleswig Holstein (nord) puis en Rhénanie du nord-Westphalie, le Land le plus peuplé à l'ouest du pays, les chrétiens-démocrates et les écologistes ont conclu des accords de gouvernement, et on compte désormais dans le pays plus de coalitions régionales CDU/Vert que d'accords entre les écologistes et le SPD.

À gauche, Die Linke, qui est le seul parti à dénoncer clairement les risques d'une escalade guerrière en Ukraine, apparaît au début de l'été, isolée et minée par une très grave crise interne.

## Les succès de l'industrie exportatrice Lmis en porte à faux

La réorientation ultra-atlantiste, mise en œuvre dans l'urgence et au pas de charge, fait surgir quelques redoutables contradictions. Elle s'efforce en effet de prendre rien moins que le contre-pied de l'Ostpolitik, la politique d'ouverture à l'est déjà évoquée. Salvatrice car porteuse de détente et de désescalade, celle-ci fut aussi un des véhicules dans lequel se sont embarqués les grands groupes capitalistes allemands pour étendre leur périmètre d'influence et, en bonne partie, pour gagner en compétitivité.

Pendant les trois dernières décennies, les *Konzerne* ouest-allemands, vainqueurs sans partage de la réunification, ont tiré en effet un avantage considérable de cette dialectique de l'Ostpolitik pour capter de nouveaux marchés et mettre la main sur des activités et surtout une main-d'œuvre très qualifiée mais piètrement rémunérée.

Les pays d'Europe orientale, vite intégrés à l'Union européenne, ont ainsi pu constituer rapidement un Hinterland plein d'avantages pour les Siemens, Volkswagen et autres champions industriels du Dax (l'indice de la bourse de Francfort) avec leurs réseaux de sous-traitants denses, efficaces, compétents et peu coûteux pour les maisons mères. Le phénomène est l'une des raisons (sans être la seule) de l'avantage de compétitivité dont ont pu s'emparer les groupes industriels germaniques.

Au-delà des pays d'Europe centrale et orientale, les relations, hors champ de l'UE, en particulier avec la Russie, ont contribué à cette expansion mercantile vers l'est. Elles se sont développées en priorité autour des hydrocarbures dont l'Allemagne est totalement dépourvue ; un secteur qui constitue quasiment l'unique point fort d'une économie russe affaiblie car très dépendante de ses exportations de matières premières.

Côté allemand, ces livraisons russes de pétrole et surtout de gaz naturel vont prendre une dimension géostratégiques clé pour satisfaire aux gros besoins énergétiques du noyau industriel du pays. Comme l'illustre, soit dit en passant, le rôle d'un personnage pas vraiment anodin comme l'ex-chancelier Gerhard Schröder, à la direction de Gazprom et

du pétrolier russe Rosneft. Si l'on veut bien s'extraire de la petite histoire médiatique et de la vénalité avérée de l'homme d'État.

La césure de la *Zeitenwende* (changement d'époque) proclamée conduit désormais Berlin à s'arrimer bien plus fortement au bloc occidental dominé par Washington, les exportateurs de GNL états-uniens en devenant les grands gagnants.

Conséquence : à côté de l'explosion des coûts de l'énergie déjà évoquée c'est une aggravation des émissions de gaz à effet de serre d'un pays dont la production d'électricité est déjà l'une des plus polluantes d'Europe qui est programmée. Car un feu vert a été donné en juin 2022 à une relance « provisoire » des centrales au charbon et surtout au lignite, par le ministre Vert de l'économie et du climat, Robert Habeck. Le recours « momentané » à la houille noire ou brune « va s'intensifier », a-t-il prévenu, pour éviter d'intempestives coupures de courants. Et l'on voit mal comment le projet de « sortie du charbon » pourra être maintenue à l'horizon 2030 comme le stipule le contrat de gouvernement SPD/Verts/FDP. D'autant que pour Habeck, arc-bouté sur le dogme anti-nucléaire, il n'était alors toujours pas question de prolonger les trois derniers réacteurs atomiques qui doivent être définitivement débranchés du réseau à la fin de l'année 2022.

## Détérioration programmée des relations avec la Chine en vertu de la logique des blocs

Les échanges avec la Russie promettent de ne pas rester les seules victimes de l'alignement allemand sur le bloc occidental. Berlin va en effet déjà au-devant des appels de Washington à réduire ses relations économiques avec la Chine. Sous couvert de défense des droits humains, le ministère de l'Économie vient ainsi de refuser la garantie Hermes de l'État fédéral aux investissements du groupe Volkswagen en Chine (soit l'équivalent de la garantie Coface accordée par Paris aux firmes exportatrices). Un refus d'accorder la garantie Hermes a pour conséquence immédiate de renchérir très fortement le coût des investissements en Chine de la firme exportatrice concernée.

Il s'agit d'une première. Le ministre, Robert Habeck, invoque « la situation des droits de l'homme ». La démarche épouse parfaitement les arguments de la Maison-Blanche qui se réclame de la défense des libertés opprimées de la minorité ouïghour pour tenter d'instaurer un relatif isolement politique et économique de la Chine. La soudaine sollicitude pour les potentielles discriminations infligées à ces populations sert ainsi d'instrument à une géopolitique « antichinoise ».

Le zèle démontré par Berlin à s'aligner sur les commandements géostratégiques de la Maison-Blanche contredit toutefois les efforts consacrés par les ténors allemands de l'exportation pour se déployer, avec le soutien des gouvernements successifs précédents, sur le potentiel du plus grand marché du monde. Un *forcing*, payé de retour puisque la Chine est devenue, en quelques années, et de loin, le premier partenaire commercial de l'Allemagne. Devant les États-Unis, les Pays-Bas et... la France.

Les pressions exercées sur l'Allemagne pour qu'elle réduise ses engagements avec la Chine promettent de s'intensifier avec une administration Biden qui ne manque pas une occasion de rappeler combien c'est la position de Pékin bien davantage que celle de Moscou qui la préoccupe. La contradiction avec les intérêts des grands groupes exportateurs qui constituent l'indiscutable moteur de l'économie allemande promet donc de s'aiguïser.

Washington qui, de Trump en Biden, cherche toujours davantage à affaiblir Pékin, se frotte les mains et plaide, comme la secrétaire au trésor états-unienne, Janet Yellen, que les alliés occidentaux auraient finalement tout à gagner dans ce qu'elle appelle une « mondialisation entre amis »<sup>2</sup>. La soumission à l'intégration dans une telle logique de blocs, fonctionnant dans le champ économique comme d'irréductibles rivaux, ne peut qu'accentuer encore les tensions déjà alimentées par la participation de Berlin au surarmement militaire.

Les contradictions sont telles qu'elles ont commencé à susciter quelques signes d'inquiétude, voire un discret mécontentement du côté des ténors de l'industrie exportatrice allemande. Ceux-là font savoir avec insistance qu'il faudrait réfléchir, au moins, aux moyens de compenser au plus vite les pertes inévitablement occasionnées par cette logique de blocs ou cette mondialisation exclusive « entre amis ».

De quoi refaire sortir des placards le dossier du traité de libre-échange transatlantique (TAFTA), laissé en « stand-by » plutôt que vraiment abandonné outre-Rhin. Une telle « compensation » serait payée au prix fort par les salariés du vieux continent, y compris allemands, au sein d'une Europe appelée par Berlin et Washington à devenir une annexe militaire du pentagone en même temps qu'une dépendance, toujours plus prononcée, des multinationales états-uniennes.

1. Selon les informations rendues publiques par le magazine économique *Business insider* du 2 février 2021.

2. Discours spécial de Janet Yellen sur le « l'avenir de la mondialisation et du leadership économique des États-Unis », prononcé le 13 avril 2022. Source : secrétariat d'État au trésor, Washington.



# II. La course aux armements repart de plus belle

**Dès avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les dépenses d'armement étaient en vive augmentation en France, en Allemagne et dans le monde entier.**

Le 20 mai 2022, le journal *Le Monde* titrait : «L'Union européenne entend se réarmer». Les 21 États membres de l'OTAN s'étaient fixé l'objectif de porter à 2 % du produit intérieur brut de chaque pays de l'Union la production d'armement. Dix d'entre eux – dont la France, la Grèce, la Pologne, les États baltes et le Portugal – l'ont atteint.

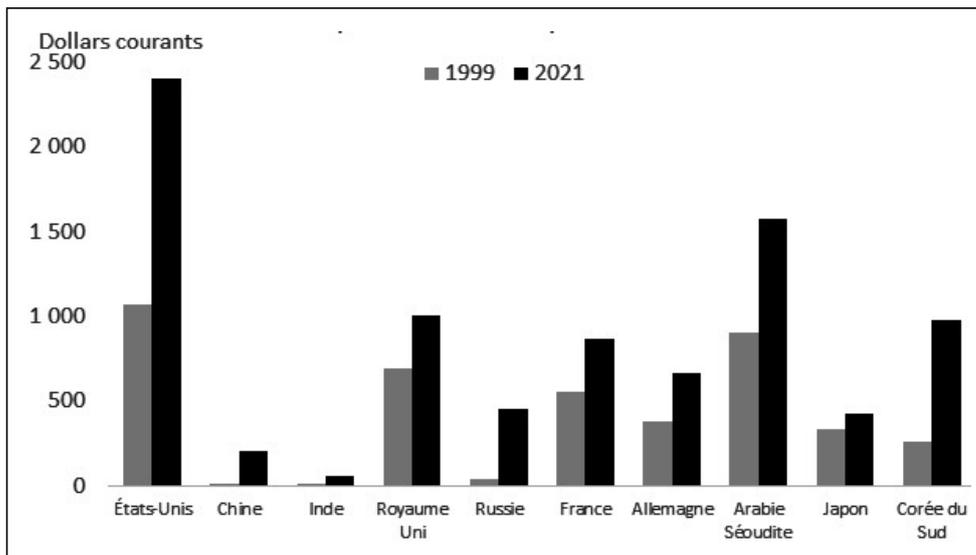
Entre 1999 et 2021, les dépenses européennes dans le domaine de l'armement auraient crû de 20 %, de 66 % aux États-Unis, de 292 % en Russie et de 592 % en Chine. Ces chiffres doivent être mis en perspective : le budget global des États européens atteint celui de Pékin et est quatre fois supérieur à celui de Moscou mais il est bien inférieur à celui de Washington.

Avant même l'invasion russe de l'Ukraine, cette relance de la course aux armements pouvait chercher une justification dans le développement de nouvelles formes d'armement, comme l'armement chimique, ou dans les nouvelles menaces d'attentats terroristes contre les populations civiles, contre lesquelles la seule dissuasion nucléaire peut sembler inopérante.

La question de l'efficacité des armées européennes est posée. Les 27 ont programmé 200 milliards d'euros de dépenses pour les prochaines années. Il s'agirait, selon un rapport de l'Agence européenne de Défense (AED), de reconstituer des stocks de munitions, de remplacer des équipements de l'ère soviétique (dont une grande partie aurait été expédiée en Ukraine), et de renforcer les systèmes de défense antimissiles et antiaérienne. Les autres enjeux concernent la production de drones de moyenne altitude, de capacités de ravitaillement en vol, de systèmes de défense de l'espace, de nouveaux moyens de surveillance maritime et côtière, et d'équipements destinés à contrer les attaques cyber. Dans le domaine terrestre, l'idée est surtout de développer la production de blindés et de chars. Reste que dans tous les pays, les dépenses militaires par habitant en 2021 sont bien supérieures à celles de 1999.

Les dirigeants de l'Union européenne tirent argument de la guerre russo-ukrainienne pour annoncer l'intention de renforcer l'effort de défense des pays de l'UE et de produire davantage d'armements. Mais dans quelle mesure le dévelop-

Dépenses militaires par habitant



Source : SIPRI Military Expenditure Database 2021, <<https://www.sipri.org/databases/milex>>.

pement d'une industrie de l'armement avec sa logique de rentabilité et de parts de marché incite-t-elle au développement des conflits armés, ou bien est-elle préparée volontairement dans ce sens ? On sait que peu avant l'invasion russe en Ukraine, le 24 février 2022 à l'aube, les forces de l'OTAN étaient très présentes non loin des frontières russes, et que, malheureusement, les niveaux de la production et de la vente d'armes conditionnent ce genre de comportement. Qu'en sera-t-il si Finlande et Suède entrent dans l'OTAN en cette période troublée ?

La France a publié en juin 2021 son rapport sur les exportations d'armements destiné au Parlement.

Les exportations ont marqué le pas en 2020, avec un montant de 4,9 milliards d'euros. Cependant, la vitalité à l'exportation de la base industrielle et technologique de défense (BITD) est demeurée remarquable. Le nombre total de licences délivrées ainsi que leurs montants sont restés globalement équivalents à ceux de 2019. La France maintient d'ailleurs sa place de troisième exportateur mondial. Trois principaux objectifs sont rappelés par le rapport<sup>1</sup> : renforcer les partenariats de défense, préserver la stabilité régionale, lutter contre le terrorisme...

La France cherche à établir des partenariats stratégiques avec les États qui doivent affronter un problème de sécurité régionale ou lutter contre le terrorisme. De tels partenariats se sont ainsi noués avec certains pays du Golfe, les États membres de l'Union européenne, l'Inde et l'Australie.

L'Indo-Pacifique reste dans les priorités car la stabilité de cette région est jugée primordiale pour la prospérité et la sécurité internationales. Les défis sont notamment liés aux risques de prolifération nucléaire, d'affirmation militaire, de développement du terrorisme, de la criminalité organisée, du réchauffement climatique... les plus importants partenariats sont ceux noués avec l'Inde et l'Australie, mais reposent aussi sur le Japon, la Malaisie, Singapour, la Nouvelle-Zélande, l'Indonésie et le Vietnam. Cela a des conséquences importantes sur l'économie française, puisque le secteur de l'armement représente 200 000 emplois répartis sur toute la France, malgré l'échec lié au Traité AUKUS<sup>2</sup>.

La dimension européenne est elle aussi importante. Les objectifs de cette dimension sont encadrés par plusieurs mesures à caractère réglementaire : le Traité sur le com-

merce des armes (TCA), la décision (PESC) 2019/1560 modifiant la Position commune 2008/944/PESC<sup>3</sup> et les mesures d'embargo instaurées par le Conseil de sécurité des Nations unies, l'Union européenne (UE) et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) (maîtrise des armements, lutte contre la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs, protection de nos forces et lutte contre la dissémination des armes légères et de petit calibre).

Par ailleurs, des licences fixent le cadre exact de l'opération autorisée et encadrent les conditions de sa réalisation en termes de vérifications, de certificats ou d'engagements demandés auprès des différentes parties et soumises à l'aval du ministère des Armées, du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères ainsi que du ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance, coordonnées par le Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN). Puis suivent les contrats signés par les industriels. Le bilan 2020 des prises de commandes s'élevait à 4,9 milliards d'euros.

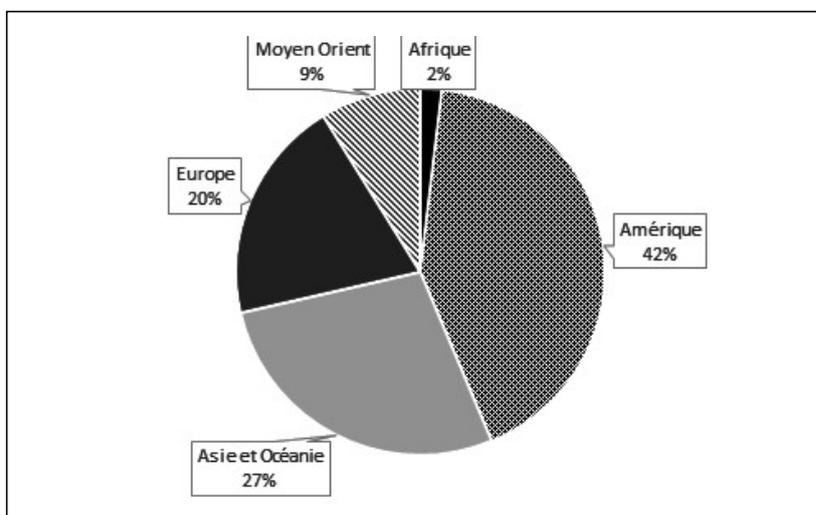
Si l'appréciation stratégique de la grande majorité des États reste très en faveur d'un regain d'intérêt pour l'armement, ce qui signifie davantage d'importations, pour la France, les prévisions d'exportations, malgré l'abandon par l'Australie des contrats avec la France au profit d'Aukus, restent importants. Ainsi, des contrats d'achat ont été signés le 25 janvier 2021 à Athènes, en présence de la ministre des Armées et de son homologue grec Nikos Panagiotopoulos, pour l'avion de combat Rafale.

1. Rapport au Parlement sur les exportations d'armes de la France, juin 2021, <<https://www.defense.gouv.fr/rapport-au-parlement-2021-exportations-darmement-france>>.

2. Vaste partenariat en matière de sécurité, de cyber-défense, d'intelligence artificielle et de technologies quantiques destiné à contrer l'influence de la Chine qui a conduit à l'abandon par l'Australie d'un contrat passé en 2016 entre Canberra et Paris pour la livraison de 12 sous-marins à propulsion conventionnels. Le partenariat a été conclu en septembre 2021.

3. Politique étrangère et de sécurité commune créé en 1992 avec le Traité de Maastricht et reconduite par le Traité de Lisbonne (Titre 5 du TUE et cinquième partie du TFUE).

### Part des dépenses d'armements en 2021 par région



Source : SIPRI Military Expenditure Database 2021, <<https://www.sipri.org/databases/milex>>.

# III. Dollar : le billet vert-de-gris

*La hausse du dollar depuis plus d'un an et l'augmentation brutale des taux d'intérêt de la banque centrale américaine (Fed), le 16 juin dernier, sont des manifestations de la phase actuelle de forte aggravation de la crise systémique du capitalisme et de la façon dont l'hégémon américain, mis comme jamais sur la défensive, tente une nouvelle contre-offensive, financière et militaire, très dangereuse pour le monde entier<sup>1</sup> (achevé de rédiger le 5 juillet 2022).*

Le dollar américain s'est apprécié presque continuellement au long des douze mois écoulés. L'indice DXY, qui l'évalue par rapport à un panier de six devises internationales<sup>2</sup>, est passé du niveau 91,84 le 21 juin 2021 à 104,12 le 24 juin 2022, atteignant même les 105,48 le 14 juin dernier, plus haut pic en cinq ans. Depuis janvier, il a progressé de 8,30 %.

Cette hausse est généralisée face à la quasi-totalité des devises dans le monde, en particulier celles des principaux partenaires commerciaux des États-Unis. Y échappent cependant, grâce à la *boom* des exportations de matières premières, énergétiques et alimentaires notamment, le Réal brésilien, mais aussi le Rouble, malgré les efforts sans précédent des dirigeants occidentaux pour précipiter son effondrement avec les sanctions contre la guerre entreprise par le Kremlin en Ukraine.

## Une hausse paradoxale

Cette vive et tenace progression peut paraître paradoxale, tant se sont accumulés les facteurs de perte de confiance dans la stabilité du Dollar, seule monnaie nationale à être encore reconnue comme monnaie commune mondiale.

Le ratio de la dette fédérale brute au PIB américain s'est inscrit, en moyenne, à 109,07 % entre 2012 et 2021. Mais il a atteint, l'an dernier, le record de 137,20 %<sup>4</sup>.

De même, la dette extérieure totale brute du pays (État et entreprises) s'élevait à 23 730 milliards de dollars au 31 décembre 2021, en croissance de 9,2 % sur un an et de 22,9 % depuis la fin de 2017<sup>5</sup>. Ce n'est pas étonnant quand on sait qu'après une flambée à 816,2 milliards de dollars en 2008, le déficit commercial des États-Unis s'est maintenu autour d'une moyenne annuelle de 713,72 milliards de dollars de 2010 à 2016, pour plonger, entre 2017 et 2021, à la moyenne de 897,53 milliards de dollars. Pour les seuls quatre premiers mois de l'année 2022, le déficit cumulé se chiffre à 445,5 milliards de dollars<sup>6</sup>...

Enfin, le total des crédits accordés outre-Atlantique au secteur privé non financier a atteint 158,6 % du PIB au dernier trimestre 2021, deuxième sommet historique depuis 1950<sup>7</sup>.

La confiance dans le Dollar avait été déjà rudement mise à l'épreuve par la crise financière de 2008 partie des États-

Unis. Les dirigeants des pays occidentaux, sortis de la récession grâce, pour partie, à un vaste plan de relance de la Chine, décidèrent d'éteindre l'incendie financier sur leurs marchés par une création monétaire sans équivalent en temps de paix : taux d'intérêt négatifs, politiques monétaires d'assouplissement quantitatif (QE). Les bilans de leurs banques centrales se sont démesurément gonflés. L'argent ainsi créé a surtout servi à relancer les opérations financières au lieu de servir à répondre aux besoins de développement des facteurs humains de la croissance. Cette injection d'argent s'est donc traduite par un accroissement très insuffisant des richesses réelles potentiellement très inflationniste sur les marchés de produits et de services. Pourtant, ce soutien de la croissance financière des capitaux a eu pour contrepoint une déflation salariale et sociale telle qu'elle fit plonger les indices de prix à la consommation en zone négative, tandis que des « bulles » prenaient forme sur les marchés d'actifs, immobiliers compris.

C'est dans ces conditions que la conjoncture économique des pays de l'OCDE a commencé à freiner fortement dès le printemps 2019 sous le poids de la suraccumulation mondiale de capitaux matériels et financiers, faisant se profiler la perspective d'une nouvelle récession.

Plusieurs chocs se produisirent alors successivement, laissant penser que le dollar risquait de flancher et, avec lui, le système monétaire-financier international : affrontement commercial États-Unis-Chine ; pandémie Covid-19 précipitant la récession attendue (hormis en Chine), en l'aggravant ; goulots d'étranglement dans les chaînes mondiales d'approvisionnement et d'activité des multinationales ; redoublement des politiques de Q.E. accélérant l'inflation financière ; lancement, dans les pays riches, de mégaplans de soutien budgétaire poussant les risques de « surchauffe » ; multiplication de pénuries d'emplois et de qualifications ; guerre en Ukraine et sanctions contre la Russie entraînant plus d'inflation et plus d'endettements publics avec les dépenses militaires. Et cela sans compter le choc, pour une part immédiat (envolée des cours de nombreuses matières premières comme le lithium), mais largement latent des défis non relevés de la « transition écologique ».

Tout cela a confronté les autorités monétaires à un dilemme : augmenter les taux d'intérêt et mettre fin aux politiques monétaires non conventionnelles pour refroidir les

économies en surchauffe (surtout outre-Atlantique) ou se garder, en opérant ainsi, de précipiter une récession mondiale et un nouvel effondrement financier encore plus dévastateur.

## De dilemme en dilemme

Dans ces circonstances vient en tête l'implacable alternative, théorisée naguère par l'économiste belge enseignant aux États-Unis Robert Triffin<sup>8</sup> et dénommée « dilemme de Triffin », à laquelle se trouvait confronté, dans le système de Bretton-Woods, le dollar consacré monnaie de réserve internationale avec un lien fixe (accrochage institutionnel) à l'or.

Cela conférait aux États-Unis le « privilège exorbitant » de pouvoir s'endetter dans leur propre monnaie et de pouvoir dévaluer celle-ci sans en avoir à supporter le fardeau.

Dès le début des années 1970 et de la crise systémique, ils enregistrent continuellement un déficit des transactions courantes pour fournir les liquidités (dollars) nécessaires à la croissance du commerce et de l'activité économique mondiale.

Les déficits commerciaux cumulés et la demande étrangère croissante de dollars amenèrent les États-Unis à émettre une dette de plus en plus volumineuse. Le doute se mit alors à grandir sur leur capacité à en assurer le service, faisant reculer leur côté de crédit. Cela obligeait la Fed (système de banques centrales des États-Unis) à remonter les taux d'intérêt au détriment de la croissance.

Mais, paradoxalement, si, pour réduire la dette américaine, Washington décidait d'accroître les exportations et de dégonfler les importations, cela diminuait la fourniture de liquidité sur le marché (pénurie de dollars) au risque d'étouffer l'activité mondiale.

Dès 1971, le système de Bretton Woods s'effondre. Sur un coup de force de Washington, le dollar a été, de fait, transformé en monnaie commune mondiale de domination par son décrochement de l'or.

Cela, loin de faire disparaître le dilemme de Triffin, lui a donné de nouvelles dimensions éruptives.

Prit forme, en effet, un « système » monétaire-financier international, ancré au dollar, dans lequel les valeurs relatives des monnaies, décrochées de l'or, se sont mises à varier quotidiennement sur les marchés de change. De gigantesques capitaux se mirent à flotter à travers le monde avec une expansion-interconnexion de plus en plus considérable des marchés financiers, favorisée par la présence de dollars dans tous les pays capitalistes développés (euro-dollars et « xéno-dollars »). Sur ces marchés financiers vont ensuite être titrisées les dettes publiques offrant des « actifs sûrs » à leurs détenteurs.

Le décrochage des monnaies de l'or s'est accru quand, en 1979, la Fed (système de banques centrales des États-Unis), ripostant à une grave crise de confiance internationale dans le Billet vert, relève brutalement les taux d'intérêts américains pour attirer ces capitaux flottants.

La création monétaire du dollar a été ainsi rendue très extensible, favorisant l'essor d'un néo-impérialisme américain fondé beaucoup plus sur les importations de capitaux que sur les exportations de produits. C'est la fourniture d'actifs financiers « sûrs » par le pays émetteur de dollars, en l'espèce ceux représentatifs de dettes américaines titrisées, qui est devenue décisive, avec l'énorme gisement des obligations du Trésor des États-Unis (T-bonds) recherchées fébrilement par l'Europe, le Japon, les banques centrales asiatiques.

Ce faisant, Washington put accroître d'autant plus les dépenses publiques, sans avoir à effectuer de prélèvements

correspondants sur les profits et les capitaux intérieurs, que les services publics et la protection sociale sont indigents outre-Atlantique. Cela permet aux États-Unis des taux d'accumulation, de croissance et d'emploi toujours supérieurs à ceux, en particulier, des pays de la zone euro où services publics et systèmes de protection sociale sont plus développés, leur financement requérant donc impôts et cotisations<sup>9</sup>.

Cela a favorisé aussi l'expansion des multinationales US, jusqu'en Chine qu'elles ont transformée en atelier d'assemblage à bas coût au prix d'une « désindustrialisation » de leur propre base nationale. Les États-Unis se sont mis ainsi à importer de plus en plus de produits industriels de « l'Empire du milieu » faisant s'envoler leur déficit commercial bilatéral. En contrepoint, les filiales chinoises reversaient aux États-Unis paiements de brevets et dividendes, compensant ainsi, par des revenus du capital entrants aux États-Unis une partie du recul des revenus générés par la production industrielle disparue outre-Atlantique<sup>10</sup>. Cela a fourni à la Chine des réserves colossales en dollars remplacées en T-Bonds, soutenant donc simultanément le dollar, son rôle et les privilèges qu'il confère au pays émetteur.

Chaque État, s'endettant toujours plus pour épauler ses capitaux à base nationale, a cherché à promouvoir sa propre place financière pour attirer des fonds, déflation sociale et salariale à l'appui.

Dans cette logique, les marges des « partenaires » des États-Unis en matière de politique économique se sont progressivement rétrécies, car l'offre de liquidité dépend, en dernier ressort, des seuls choix politiques de Washington, le pays émetteur de dollars et de titres représentatifs de dette publique américaine. Elle en dépend d'autant plus que le Fonds monétaire international (FMI), créé initialement pour fournir des liquidités mondiales en cas de pénuries, est dominé par Washington qui y dispose d'un droit de veto de fait et s'est presque toujours opposé à toute émission mondiale de liquidités nouvelles sauf à trois reprises (1982-1983, 2009 et 2021). Aussi, le réglage de cette offre peut devenir contradictoire avec les besoins de liquidité des pays acceptant l'hégémonie américaine, et radicalement antinomique avec les besoins des pays qui, comme la Chine ou la Russie, la refusent.

Mais, au total, drogué au dollar, le monde entier financiarisé est devenu de plus en plus fébrile à l'idée d'en manquer<sup>11</sup> tout en étant strictement encadré dans la liberté d'opérer dans cette monnaie, ou avec quiconque portant ombrage aux intérêts de puissance de Washington, par la scandaleuse extra-territorialité du droit américain<sup>12</sup>.

## Dédollarisation

Cependant a grandi, dans les économies émergentes et en développement, le besoin de s'émanciper de cette monnaie nationale hégémonique et de la tutelle de ses institutions non onusiennes (FMI, Banque mondiale...). Cela d'autant plus que ces économies sont endettées en dollars, exposées aux sorties intempestives de capitaux et aux effets sur leurs propres prix des mouvements du taux de change du dollar, monnaie de facturation et souvent de paiement de nombre de produits et matières premières, à commencer par le pétrole et le gaz. Le besoin de s'arracher à la dictature du dollar s'est d'autant plus accru que le poids économique brut des États-Unis a tendu à se rétrécir : ils représentent désormais 25 % du PIB mondial (au taux de change du marché) contre 30 % en 2000<sup>13</sup>.

La Chine, visée comme « ennemi principal » de Washington, est en pointe. Elle présente certes bien des fragilités te-

nant à l'immensité des besoins de ses 1,45 milliard d'habitants et à la difficulté, pour y répondre, de trouver une voie non capitaliste de développement. Mais, elle dispose aussi d'importants atouts, désormais, pour devenir une grande économie informationnelle, ce que lui refuse l'hégémon américain dont le *leadership* mondial est menacé.

D'ailleurs, la volonté affirmée ou latente de «dédollarisation» de nombre de pays émergents et en développement converge avec l'accord de principe de la Chine et de la Russie pour développer des échanges bilatéraux hors dollar et faire des droits de tirages spéciaux (DTS)<sup>14</sup> du FMI le principal avoir de réserve internationale<sup>15</sup>.

Malgré les réticences américaines craignant pour leur domination monétaire, les allocations générales de DTS n'ont cessé d'augmenter. La dernière, en août 2021, est équivalente à 650 milliards de dollars, soit la plus importante depuis la date de création de cet instrument monétaire<sup>16</sup>. Elle fut présentée par le FMI lui-même, comme «une véritable injection dans le bras de l'économie mondiale et, si utilisée à bon escient, une occasion unique de surmonter cette crise sans précédent»<sup>17</sup>. Évidemment, bien que le FMI se soit laissé aller récemment à une petite esquisse d'autocritique de sa doctrine traditionnelle<sup>18</sup>, on peut douter de l'efficacité sociale et environnementale de sa conception de ce «bon escient».

Par ailleurs, le Conseil des gouverneurs du FMI a été amené à relever, en mai 2022, la part du yuan dans la composition du panier des DTS, la portant de 10,92 % à 12,26 %. Cela s'inscrit dans une tendance à un certain recul de la part de la devise américaine dans les réserves détenues par les banques centrales étrangères. Selon un document de travail du Fonds monétaire international (FMI)<sup>19</sup>, elle a chuté de 12 points de pourcentage depuis le début de ce siècle, passant à 58,8 % en 2021 contre 71 % en 1999, l'avènement de l'euro ayant joué un rôle fondamental.

Précisément, malgré la sidération des populations face à la pandémie puis avec la guerre en Ukraine, le mécontentement social gronde dans les pays de la zone euro. Leurs dirigeants acceptent cette subordination au dollar tout en essayant de rivaliser avec lui dans l'attraction financière des capitaux mondiaux, *via* l'euro. Ils «vendent» cela aux populations comme une solution d'émancipation alors qu'elle ne fait qu'accentuer chômage, précarité, baisse des salaires réels, délitement des services publics, cancer financier, fragmentation de la zone et, finalement, addiction au dollar, car il faudrait utiliser tout autrement l'euro.

Washington use de tout son poids pour que cette tentative, si illusoire et contradictoire soit-elle de par son contenu, n'entend laisser aucune place à un espoir européen de s'arracher vraiment à son hégémonie, en utilisant autrement l'euro et en exigeant une refonte du système monétaire-financier actuel avec les DTS, contre le dollar. La Maison Blanche s'est saisie du conflit en Ukraine pour se lancer dans une véritable guerre par procuration avec le Kremlin intimant l'ordre aux dirigeants européens de mieux confondre Union européenne et OTAN, au nom de la défense des valeurs démocratiques, et pour une relance massive des dépenses militaires. De quoi faire encore plus de l'euro une béquille du dollar.

Le redémarrage en Europe de grandes luttes sociales, tandis que vont continuer de se développer les luttes sociétales, peut contribuer à changer la donne en faisant jonction avec les idées novatrices de transformation de la BCE, de l'utilisation de l'euro et de monnaie commune mondiale telles celles avancées par le 38<sup>e</sup> congrès du PCF. Après tout, même la Grande Bretagne vient de connaître sa plus

grande grève des transports depuis trente ans. Et la relance des dépenses militaires va se heurter, dans des budgets très contraints, aux aspirations sociales et culturelles des travailleurs et de leurs familles. De quoi aiguïser la nécessité de conjuguer luttes pour la paix et luttes pour de grands progrès sociaux et environnementaux.

## Le piège du dollar

**L**Mais, pour l'heure, il n'existe pas d'alternative construite au dollar et à ses institutions tutélaires, tandis qu'émergent des monnaies numériques officielles prometteuses mais que prolifèrent, comme un cancer, des monnaies numériques privées (cryptomonnaies, Stablecoin...) exposant la finance internationale à des coups de grisou de plus en plus déstabilisateurs.

Les engagements financiers globaux des États-Unis envers le reste du monde s'élèvent à plus de 53 000 milliards de dollars. Ces passifs étant libellés en devise américaine, un dévissage du dollar ne changerait pas le montant de ce que doit Washington au reste du monde. En revanche, il réduirait, exprimée dans leur monnaie nationale respective, la valeur des créances détenues par des étrangers sur les États-Unis<sup>20</sup>.

Parallèlement, les quelques 35 000 milliards de dollars d'avoirs des investisseurs américains en actifs étrangers sont libellés presque exclusivement en devises étrangères. Si la valeur de ces dernières par rapport au dollar augmente, elles vaudraient plus une fois convertie en billets verts<sup>21</sup>.

C'est sur cette réalité, illustrant combien le dollar est un piège, que s'appuient les défenseurs de son imperium pour le proclamer éternel et faire que rien ne change de fondamental dans cet ordre. Contre tous les opposants à cette hégémonie, ils travestissent leur combat en croisade pour les «valeurs de la démocratie».

Cela a été longtemps un argument de poids opposé à la Chine pour la dissuader de revendre ses T-Bonds, dont elle est la deuxième détentrice au monde derrière le Japon du fait des importants excédents qu'elle continue d'accumuler dans ses échanges commerciaux avec les États-Unis.

Mais il y a du nouveau : en avril dernier, les avoirs chinois ont chuté à 1 003 milliards de dollars, en diminution de 36,2 milliards sur un seul mois, ce qui a contribué à faire augmenter de 55 points de base les rendements servis sur ces actifs par Washington<sup>22</sup>. De quoi rappeler, face au bellicisme financier de la Maison Blanche, que la Chine détient aussi une arme nucléaire financière...

Pourquoi ce coup de menton de Pékin ?

À la fin de l'été 2021, tablant sur une fin de l'épidémie de Covid-19, les marchés étaient euphoriques interprétant ce qui n'était qu'un rattrapage de l'activité mondiale, à partir d'un niveau très bas, comme l'engagement d'un nouveau cycle conjoncturel de reprise forte et pérenne.

La confiance des investisseurs s'appuyait sur le fait que, grâce aux plans de soutien de l'activité contre la pandémie préservant les profits et muissant les grandes sociétés de trésoreries surnuméraires, les affaires allaient fortement rebondir dès le recul des contaminations.

C'est aux États-Unis que les plans de soutien de la demande, de Trump puis de Biden, furent, de loin, les plus massifs et les promesses de profits les plus fortes. Aussi c'est vers eux que se sont rapidement précipités les investisseurs étrangers.

Les flux mondiaux d'investissements directs étrangers (IDE) ont progressé de 88 % en 2021, les États-Unis étant leur première destination<sup>23</sup>.

Surtout, la valeur des portefeuilles étrangers en titres américains a fait un bond de 124 % entre le 30 juin 2020 (21,954 milliards de dollars) et le 30 juin 2021 (27 190 milliards de dollars). On note la ruée sur les actions américaines (+ 49,5 % en un an), devant les titres de créance, obligations et assimilés (+30,2 %)²⁴.

Puis la guerre en Ukraine a été déclarée à l'initiative du Kremlin, suivie de « six paquets de sanctions » des États occidentaux. Or, le compte financier de la balance des paiements US (qui retrace les flux de capitaux) a enregistré, en février 2022, mois du déclenchement de cette guerre, l'excédent le plus important jamais réalisé ce même mois (162,6 milliards de dollars) après un déficit de 52,4 milliards de dollars en janvier. Il a été suivi, en mars, d'un nouvel excédent de 142,9 milliards de dollars. Celui-ci venait à point pour compenser un déficit commercial mensuel record de 109,8 milliards de dollars²⁵. Le dollar est toujours une valeur refuge pour les investisseurs internationaux.

Or, une hausse de la demande pour les actifs américains provoque simultanément une augmentation de la demande de dollars nécessaires à l'achat de ces actifs. Elle constitue donc un puissant facteur d'appréciation et de soutien du Dollar.

## Inflation et stagnation

Le tout a contribué à accentuer les goulets d'étranglement, les pénuries et la spéculation que celles-ci permettent avec, notamment, une envolée des prix des matières premières, énergétiques et alimentaires en particulier, facturées en dollars.

L'indice mondial des prix énergétiques se situait à 52,7 en 2020 pour passer à 95,4 en 2021. Il devrait atteindre un pic de 143,6 en 2022²⁶. Selon la FAO les prix des denrées alimentaires sont passés, quant à eux, de l'indice 98,1 en 2020 à 125,7 en 2021. Encore à 128,1 en mai 2021, ils ont grimpé à 157,4 en mai 2022 après avoir atteint un pic à 159,7 en mars 2022, des niveaux sans précédent depuis soixante ans.

Pour la première fois, cours du dollar et prix des matières premières se sont mis à augmenter de conserve alors que, traditionnellement, ils évoluent en sens opposé. Du coup, c'est la double peine pour les pays pauvres importateurs de matières premières confrontés à des risques de famine et de révoltes de la faim, tandis que les États-Unis, eux, ne sont pénalisés que par la hausse des prix.

Les sanctions prises contre la Russie par les dirigeants américains et européens ont placé nombre de pays membres de l'UE, dont l'Allemagne très dépendante du gaz russe, au défi d'une rupture des approvisionnements et de la recherche d'alternatives à cette source. L'opération, très délicate, est risquée et l'hiver prochain peut s'annoncer difficile. Mais Washington a tout à y gagner : ces problèmes ne se posent pas en terre américaine et les approvisionnements de l'Europe en GNL et en hydrocarbures de schistes des États-Unis augmentent.

L'impact de l'ensemble de ces évolutions sur le taux d'inflation annuel mondial est considérable. Tel que mesuré par l'indice des prix à la consommation (IPC), il a atteint 9,2 % en mars 2022, contre 3,7 % un an plus tôt et 3,5 % en mars 2020²⁷.

C'est aux États-Unis que le phénomène est le plus marqué, les plans de soutien des Trump-Biden ayant fortement boosté la demande intérieure, ont mis le pays en surchauffe. Sur un an à fin mai, l'IPC a bondi de 8,6 %, après +8,3 % le mois précédent, selon le Département du Travail. Cette accélération de l'indice général est due, bien sûr, à celle des

prix de l'essence à la pompe, mais elle a concerné, au-delà, « tous les produits pour lesquels les contraintes pesant sur les chaînes d'approvisionnement ont été les plus fortes » le rebond de la consommation s'étant davantage axé sur eux²⁸. L'affaire est très sensible à l'approche des élections de mi-mandat outre-Atlantique car les Américains consomment énormément de carburants.

Cela s'est étendu dernièrement à la plupart des pays. L'inflation sous-jacente (hors énergie et alimentation) s'est accrue dans presque toutes les économies avancées, y compris dans celles où le rebond consécutif à la pandémie n'est pas achevé, le Japon notamment.

C'est là, au total, une mise en cause radicale de tous ceux qui assuraient, Fed et BCE en tête, que l'inflation n'était due qu'à un phénomène passager d'ajustement de l'offre à la demande, alors qu'il s'agit, fondamentalement, d'une inflation de suraccumulation du capital.

Dans de telles conditions, tous les tenants de la doxa néolibérale gardent les yeux fixés sur l'évolution de l'emploi et des salaires, partant du principe traditionnel que tout excédent de la demande de travail des patrons sur l'offre de travail des salariés fait grimper les salaires et poussent à l'augmentation des prix pour la reconstitution des marges bénéficiaires. Leur pire crainte c'est que se forme une « boucle prix-salaires ».

## Un conflit de classe inédit

Un Aux États-Unis, le taux de chômage avait atteint un pic de 14,8 % en avril 2020 avec la vague pandémique. Celle-ci refluant et l'activité étant propulsée par les méga-plans de soutien de Trump et Biden, il a reculé. Tombé à 5,9 % en juin 2021 il ne s'inscrit plus qu'à 3,6 % en mars, avril et mai 2022²⁹ successivement. C'est là une situation dite de « plein-emploi » qui peut s'accompagner de pénuries de main-d'œuvre et, donc, de hausses de salaires. Elle est renforcée par des éléments démographiques : une moindre immigration pesante, depuis 2015 (restrictions Trump) et surtout 2019 (pandémie), sur la base de population active disponible inférieure de 1,6 million à ce qu'elle aurait été en poursuivant la tendance antérieure, d'après A. Phillips chef-économiste chez Goldman-Sachs³⁰.

Or, le taux d'activité, à 62,3 %, n'a guère changé depuis mars 2022, contre 61,6 % en mai 2021. Quant au taux d'emploi, il plafonne à quelque 60 % depuis mars 2022, contre 58 % en mai 2021. En fait, ce que les Américains ont appelé « la grande résignation », liée au désir de changement de vie de nombre d'Américains après le choc pandémique, a été de grande ampleur : près de 57 millions d'Américains auraient démissionné entre janvier 2021 et février 2022³¹, soit nettement plus que les 43 millions enregistrés en 2019. Le taux d'emplois vacants, au quatrième trimestre 2021, était encore à l'indice 157,5 aux États-Unis (base 100 au quatrième trimestre)³².

Tout cela pourrait indiquer un rejet grandissant des conditions de travail et de vie hors travail, imposées par la course effrénée à la rentabilité financière, par nombre de salariés outre-Atlantique, qualifiés notamment, d'autant plus que ceux-ci ont découvert des espaces de liberté dans le télétravail et sont très mobiles.

Alors, certes, les salaires nominaux ont sensiblement progressé depuis le choc pandémique : l'augmentation d'une année sur l'autre était de 5,1 % en mars 2022, contre 0,6 % en mars 2021. La tendance semble cependant au ralentissement : +5,6 % en février et +5,2 % en avril 2022³³. En réalité, il s'agit plutôt d'un rattrapage insuffisant car, corrigé de l'inflation des prix à la consommation, le salaire horaire moyen réel de l'ensemble des salariés a diminué de

0,6 % d'avril à mai, en données corrigées des variations saisonnières<sup>34</sup>. Alors que le glissement annuel en pourcentage des salaires réels par tête était encore de +8,38 au 1<sup>er</sup> janvier 2020 et de +5,84 au 1<sup>er</sup> janvier 2021, il a ensuite chuté dès le 4 janvier 2022 (-1,37) jusqu'en décembre. Au 1<sup>er</sup> janvier 2022 le glissement était de -1,09<sup>35</sup>. Il semble donc qu'un bras de fer inédit latent soit en cours entre salariés et employeurs aux États-Unis. Cela tiendrait à une puissante aspiration nouvelle du monde salarial à changer de mode de vie, à obtenir une meilleure reconnaissance (plus de pouvoirs d'achat et de gestion) et trouver un autre sens au travail que la recherche effrénée de la « performance » pour les actionnaires, tandis que s'atténue la pression de l'immigration pour abaisser les exigences sur les conditions de travail.

Dans ce conflit de classe, nombre de salariés ont pu tenir jusqu'ici en piochant dans l'épargne constituée avec les aides massives des plans Trump et Biden. Mais cela va atteindre ses limites.

Vers quoi pourrait-t-on aller ?

Sans doute la répression financière de l'inflation peut-elle conduire à une hausse du chômage et encourager, par le resserrement du crédit, les patrons à « maîtriser » plus fortement les rémunérations. Par ailleurs, beaucoup de salariés outre-Atlantique sont aussi détenteurs de portefeuilles de valeurs mobilières, et le système des retraites, par capitalisation, dépend aussi de la tenue de la Bourse. Les risques de baisse qui pourraient s'accroître sur les cours et les rendements pourraient donc aussi peser sur certains revenus du monde du travail. De même, le déchaînement de la classe capitaliste américaine contre la création de syndicats chez Amazon peut intimider, bien que l'une des deux tentatives ait réussi.

Les tensions montent aussi en zone euro où l'inflation progresse vite désormais, mais de façon retardée, les plans de soutien face à la pandémie ayant été beaucoup moins importants en termes de pouvoir d'achat qu'aux États-Unis. En mai 2022, l'IPCH (indice des prix à la consommation harmonisé en zone euro) est en hausse de 8,1 % sur un an, contre 1,98 % en 2021 et 0,086 % en 2020.

Les pertes de pouvoir d'achat salarial sont donc considérables. Mais là aussi la colère gronde désormais. Même en Grande-Bretagne où une grève des transports, la plus importante depuis trente ans, a fait dire à Boris Johnson, si empressé pour « l'aide » aux patriotes ukrainiens, qu'il sera « intraitable » avec ses compatriotes grévistes.

Aussi, c'est la croissance réelle qui, de partout, pique du nez<sup>36</sup>, alors même que la poursuite de la politique zéro-CO-

VID en Chine pèse sur l'évolution du PIB mondial. Elle ne saurait donc jouer, comme en 2008, le rôle de béquille de la croissance des pays dits riches, États-Unis en tête.

L'OCDE a été amenée à réviser à la baisse ses dernières perspectives macro-économiques publiées le 8 juin, soit 6 jours avant le durcissement brutal de la politique monétaire de la Fed (voir ci-après). Selon elle, le PIB mondial n'augmenterait que de 3 % en 2022 et 2,8 % en 2023 contre 5,8 % en 2021 et 3,3 % en moyenne entre 2013 et 2019. Pour les États-Unis, elle se montre assez pessimiste, quoi que n'anticipant pas, alors, une récession<sup>37</sup>. La croissance du PIB y passerait toutefois de 5,5 % en 2021 à 2,5 % en 2022 et 1,2 % en 2023<sup>38</sup>, avec en outre beaucoup d'incertitudes, tenant notamment au resserrement des conditions financières.

## Washington belliciste sur la défensive

C'est précisément sur ce terrain que la contre-offensive américaine cherche à se jouer sur le plan économique, l'enjeu étant de faire feu avant tout le monde contre l'inflation, pour pouvoir, mieux que tout le monde, attirer les capitaux et empêcher l'effondrement du dollar et de Wall-Street. Cela au risque d'une nouvelle récession mondiale dont les États-Unis souffriraient moins et moins longtemps que les autres grâce aux privilèges sauvegardés du dollar.

C'est ainsi que l'on peut comprendre le changement d'orientation de la politique monétaire américaine et le brutal changement de discours qui l'accompagne.

Pendant 29 mois, la Fed s'est montrée prudente en matière de politique monétaire. Le 28 avril dernier encore, Joe Biden affirmait qu'il n'était « pas inquiet », malgré la guerre en Ukraine, continuant de penser que l'inflation serait passagère. Et, le 9 juin, Janet Yellen, secrétaire d'État au Trésor, « ne pensait pas » encore qu'une récession « soit probable »<sup>39</sup>.

Ce n'est que le 11 mars 2022 qu'elle a décidé de mettre fin à son QE Son portefeuille de titres du Trésor et de titres adossés à des créances hypothécaires d'agences était en effet passé de moins de 4 000 milliards à 8 500 milliards de dollars entre mars 2020 et mars 2022<sup>40</sup>. Il s'agissait alors, face au choc pandémique, de soutenir les marchés obligataires, d'assouplir les conditions financières pour stimuler les attentes de profits et, ainsi, booster les cours des actions. Simultanément, le financement de mesures d'appui aux revenus et à la demande ont accru le déficit budgétaire.

Pendant ces 29 mois, la Fed a maintenu ses taux dans une fourchette de 0 % à 0,25 % favorisant la négativité des



taux d'intérêt réels de marché et encourageant l'inflation financière.

Certes, la poursuite de cette politique de QE et de taux bas pourrait être mise au compte de la prétendue erreur initiale de croire l'inflation purement conjoncturelle. Mais, surtout, cela tient au fait que le mandat de la Fed est double : assurer « le plein-emploi » et mener la lutte contre l'inflation. De plus, l'opération de hausse des taux n'étant pas dénuée de risques, d'autant que l'enflure financière est considérable, le « camp des faucons » (partisans d'un durcissement) a pu être tenu en respect, un temps, par « le camp des colombes » (l'inverse)... et les discrètes pressions de la Maison blanche pensant aux élections de mi-mandat.

La hausse des taux peut, en effet, faire chuter la croissance et l'emploi, menacer la « soutenabilité » des dettes publiques et privées, déclencher une crise financière et immobilière. Cette dernière rétrécirait brutalement la valeur du patrimoine des ménages. Le dollar chuterait, emballant l'inflation importée... dans un processus cumulatif.

Pourtant, à l'annonce du chiffre d'inflation en mai dernier, la Fed a augmenté brutalement ses taux de 0,75 point, soit la hausse la plus forte en 22 ans. Ils se situent désormais dans une fourchette comprise entre 1,5 et 1,75.

Commentant ce brutal retournement, le gouverneur de la Fed Jerome Powell déclarait en conférence de presse le 15 juin<sup>41</sup> : « le tableau actuel est clair : le marché du travail est extrêmement tendu et l'inflation est beaucoup trop élevée ». Il ajoutait : il y a « une chance de faire baisser les salaires et l'inflation sans avoir à ralentir l'économie, à avoir une récession et à faire augmenter le chômage ». Mais le lendemain en audition au Congrès, interrogé sur l'éventualité d'une récession, il ajoutait : « c'est certainement une possibilité », quoi que ce ne soit « pas du tout le résultat escompté [...] et franchement, les événements de ces derniers mois dans le monde ont rendu plus difficile pour nous d'atteindre ce que nous voulons, c'est-à-dire une inflation de 2 % et toujours un marché du travail fort »<sup>42</sup>.

La Fed va continuer de forcer le train, prévoyant un taux d'intérêt cible dans une fourchette de 3,2-3,5 % d'ici la fin 2022, le plus élevé depuis 2008. Cela serait alors la plus forte hausse de taux annuelle depuis les années 1980. Et la cible serait portée à près de 4 % en 2023.

Ce retournement belliciste de la politique monétaire américaine a entraîné sur le coup un décrochage du dollar (-1 %) puis un retour à un niveau, en retrait sur le sommet du 14 juin, mais toujours bien au-dessus des niveaux de l'année écoulée.

Les indices boursiers S & P 500 et, surtout, le NASDAQ (valeurs technologiques), en tendance baissière depuis fin mars-début avril 2022, se sont redressés à partir du 17 juin. De même, à cette date, les rendements des obligations à 10 ans ont stoppé leur tendance ascensionnelle engagée depuis janvier 2022. En revanche, le marché des cryptomonnaies, dont le Stablecoin accroché au Dollar, s'est effondré. Il n'est guère possible, à l'heure où cet article est rédigé, d'anticiper de nouvelles tendances. Le choix annoncé par Jerome Powell de tenter de terrasser l'inflation par une récession qui serait courte et maîtrisée, sans explosion du chômage, est un pari très dangereux... pour le peuple américain lui-même et pour le monde entier.

Certes, il peut accentuer la polarisation des flux de capitaux mondiaux vers Wall Street, comme en 1980-1981, et le « dollar fort », s'il se maintient, continuera de protéger les États-Unis contre l'inflation importée. Mais elle continuera aussi d'handicaper les exportations américaines, gonflant le déficit commercial déjà si colossal de ce pays. Enfin, cela pourrait peser sur la croissance des bénéfices aux États-

Unis alors que, désormais, nombre d'observateurs anticipent une récession et l'affirment « voulue » par Washington.

Mais la hausse du dollar a placé les « alliés » européens, dont les rangs ont été resserrés au sein de l'OTAN par la guerre en Ukraine, sous une tension grandissante avec la hausse de l'inflation importée et l'incitation à placer les capitaux aux États-Unis.

La BCE, très hésitante jusqu'ici compte tenu des fragilités et contradictions de la conjoncture européenne, a été obligée de précipiter l'annonce d'un relèvement de ses taux d'intérêt, tout en prévoyant de commencer à mettre fin à son QE<sup>43</sup>. Cela relance les risques de fragmentation de la zone, rappelant les mauvais jours de la crise des dettes publiques en 2011-2012.

De plus, la zone euro et toute l'Union européenne pourraient plonger dans une récession beaucoup plus dure, tant le niveau de chômage et l'extrême précarité de l'emploi rendent les marchés du travail européens plus vulnérables qu'outre-Atlantique. Et cela au moment même où, filant le train des États-Unis et du Royaume-Uni, les dirigeants européens flirtent de plus en plus avec une guerre par procuration contre Poutine<sup>44</sup>. Les sanctions prises contre la Russie auront des conséquences autrement plus dommageables sur les pays européens, rendant plus difficile un « atterrissage en douceur » que de l'autre côté de l'Atlantique. De quoi inciter nombre de détenteurs de liquidités à les faire migrer outre-Atlantique.

Les pays émergents eux aussi sont rendus très vulnérables par la hausse du dollar, l'inflation des prix pétroliers et alimentaires et la soudaine remontée des taux d'intérêt de la Fed. Le renchérissement du coût du service de la dette et l'envolée des prix agricoles leur font craindre une passe difficile et des fuites possibles de capitaux. Par ailleurs, tous ont noté avec malaise le gel des avoirs en dollars détenus par la banque centrale russe à l'étranger et, singulièrement, aux États-Unis. Cette violente mesure ne rend-elle pas possible, en effet, son application envers n'importe lequel d'entre eux, alors qu'ils se sont acharnés à accumuler des réserves en dollar depuis la crise dite des « pays émergents » de la fin des années 1990 ?

D'ailleurs on constate, entre octobre 2021 et avril 2022 une diminution de plus de 6 % des montants détenus par la Fed sous la rubrique « titres détenus en dépôt pour les comptes officiels étrangers et internationaux »<sup>45</sup>. Or comme le relève C. H. Monchau, « au cours des 50 dernières années, la plupart des crises financières se sont produites quand ces actifs détenus par la Fed étaient en baisse d'une année sur l'autre »<sup>46</sup>.

Bref, la crainte d'une pénurie de dollars se fait à nouveau jour, qui pourrait avoir de telles conséquences que, comme en 2008, la Fed soit contrainte de rouvrir le robinet de la liquidité pour inonder les marchés.

Le bras de fer mondial va s'accroître, mêlant étroitement guerre militaire et guerre économique-financière, dans un contexte où semble repartir la pandémie COVID-19 en Occident. Cela pourrait mener l'humanité toute entière au bord du gouffre. Ce serait le cas particulièrement en Europe où la cohésion brutalement retrouvée de l'Alliance Atlantique face à la guerre d'invasion russe en Ukraine, pourrait être mise à l'épreuve de luttes populaires nouvelles contre les restrictions, pour le progrès social et écologique, pour la paix.

Simultanément, de l'Amérique latine à l'Afrique et au Moyen-Orient, en passant par l'Asie, pourrait grandir dans les pays émergents et en développement, sous la pression des luttes et des attentes populaires (contre la faim et les guerres notamment), le besoin absolu d'en finir avec la tu-

telle du dollar et les bellicismes qui rendent le monde si dangereux.

Mais encore faut-il ne pas tomber au fond du gouffre... et arriver à imposer la cessation des hostilités en Ukraine et l'engagement de négociations pour une paix juste et durable, de même que l'engagement de négociations pour un nouvel ordre international s'émancipant du dollar et de la dictature des marchés financiers.

1. Je remercie Frédéric Boccara pour sa relecture attentive et enrichissante de cet article.
2. Euro, Yen, Livre Sterling, Dollar canadien, Couronne suédoise, Franc suisse.
3. Ainsi, le taux de change effectif global réel du dollar US (moyenne pondérée de la monnaie d'un pays, corrigée de l'inflation, rapportée au panier des devises de ses principaux partenaires commerciaux) est passé d'un plus bas de 93,06 en juillet 2011 à 122,57 en avril 2022, après avoir atteint 123,92 en avril 2020, second sommet historique depuis 1994 (128,72 en février 2002 et au-dessus des 110,89 de mars 2008 <fred.stlouisfed.org>.
4. <tradingeconomics.com>.
5. Département du Trésor des États-Unis, <home.treasury.gov>.
6. <www.census.gov>.
7. <fred.stlouisfed.org>. Le plus haut sommet a été atteint au troisième trimestre 2008 (170,4 %) en pleine crise financière.
8. Triffin R.: *Gold and the Dollar Crisis: The Future of Convertibility*, Yale University Press, 1961.
9. Paul Boccara, *Transformations et crise du capitalisme mondialisé – Quelle alternative ?*, Le Temps des cerises, 2008, 332 p.
10. Se reporter à la très importante contribution de Frédéric Boccara dans le livre à paraître de Thi Anh-Dao Tran : *Rethinking Asian Capitalism, The Achievements and Challenges of Vietnam Under Doi Moi*, Palgrave Macmillan.
11. Yveys Dimicoli, « Une Monnaie Commune Mondiale pour s'émanciper du Dollar », *Economie et Politique*, revue marxiste d'économie, (786-787), janvier-février 2020, p. 65-68.
12. C'est là le nom donné à l'ensemble des dispositions du droit américain qui peut être appliqué en dehors des frontières des États-Unis à des personnes physiques ou morales des pays tiers... au profit du grand capital américain.
13. E. Prasad, « Enduring Preeminence: The Us dollar might slip, but it will continue to rule » ; « The Us dollar might slip, but it will continue to rule », *Finance & development*, 06/2022.
14. Le DTS est un avoir de réserve international créé en 1969 par les pays membres du FMI pour compléter ses réserves de change officielles. Sa valeur repose, à présent, sur un panier de cinq monnaies : le dollar des États-Unis, l'euro, le yuan chinois, le yen japonais et la livre sterling.
15. Cette idée fondamentale a été émise dès 1981 par Paul Boccara. On la retrouve bien explicitée dans son livre de 2008 (*op. cit.*).
16. La deuxième en importance fut réalisée en 2009 en écho à la crise financière déclenchée par la dite « crise de subprimes » aux États-Unis. Les autres ont eu lieu en 1970-1972 et 1979-1981, c'est-à-dire à chaque moment de risque aigu pour la liquidité mondiale engendré par une perte de confiance dans le dollar et de divorce entre les choix de politique économique de Washington et les besoins de financement des autres pays membres du système.
17. FMI, communiqué de presse n° 21/248 du 23 août 2021.
18. « La démondialisation va renchérir les coûts », interview de P.O. Gourinchas, chef économiste du FMI, *Les Échos*, 7 juin 2022.
19. S. Arslanalp, B. Eichengreen et C. Simpson-Bell : « The Stealth Erosion of Dollar Dominance: Active Diversifiers and the Rise of Nontraditional Reserve Currencies », *IFM Working Papers*, 22/58, mars 2022.
20. *Finances & développement, op. cit.*
21. *Ibid.*
22. « Les avoirs de la Chine en bons du Trésor américain diminuent », *Chine Magazine*, 23 juin 2022, <www.chine-magazine.com>.

23. <www.oecd.org>.
24. Report on Foreign Portfolio Holdings of US Securities, 30 juin 2021, <home.treasury.gov>.
25. United States Balance of Trade, May 2022 data, <tradingeconomics.com>.
26. </tradingeconomics.com>.
27. International Labour Organization, 10 mai 2022, <ilostat.ilo.org>.
28. OCDE, *Projections macro-économiques*, 8 mai 2022, <www.oecd.org>.
29. Bureau of Labor Statistics, <tradingeconomics.com>.
30. V. Billon, « Aux États-Unis le manque de main-d'œuvre étrangère pèse sur l'économie », *Les Échos*, 6 juin 2022 et C. Anstey, « The US Economy still needs babies ans immigrants », *Bloomberg Newsletter*, 24 mai 2022.
31. K. Ferrazi and M. Clementi, « The Great Resignation Stems from a Great Exploration », *Harvard Business Review*, 22 juin 2022.
32. OCDE : 129,54 ; Canada : 178,4 ; Australie : 170,13 ; France : 160,2 ; USA : 157,5 ; Royaume-Uni : 155,6 ; Italie : 150 ; Allemagne : 116,3 (OCDE, *op. cit.*).
33. <www.epi.org/nominal-wage-tracker>.
34. <www.bls.gov>.
35. OCDE, *op. cit.*
36. Recul du PIB dès le 1<sup>er</sup> trimestre aux États-Unis et en France.
37. Définie comme une diminution durant deux trimestres consécutifs au moins.
38. OCDE, *op. cit.*
39. <www.latribune.fr>, 23/06/2022, cf. ci-dessous.
40. W. B. English and D. Kohn : « What happens if the Federal Reserve experiences losses from its quantitative easing? », *Brookings*, 1<sup>er</sup> juin 2022, <www.brookings.edu>.
41. P. Marion, « Récession : "peu probable" il y a 10 jours, "certainement possible" aujourd'hui, l'inquiétant changement de ton des États-Unis », *La Tribune*, 22 juin 2022, <www.latribune.fr>.
42. J. Cox, mercredi 22 juin 2022, <www.cnn.com>.
43. Son conseil des gouverneurs a décidé, le 9 juin, d'augmenter les taux d'intérêt directeurs de la BCE de 25 points de base lors de sa réunion de politique monétaire de juillet.
44. Le président de la République, lui-même, n'hésitant pas à affirmer qu'il faut passer en « économie de guerre ».
45. <www.federalreserve.gov>, 06/2022.
46. Ch. Monchau, « Notre monnaie, votre problème », *Allnews*, 10/05/2022, <www.allnews.ch>.



# IV. Chili : après le soulèvement populaire et la victoire électorale, quelle bataille pour imposer un changement réel ?

*Les difficultés auxquelles se heurte le nouveau gouvernement de gauche au Chili sont révélatrices des contradictions auxquelles la marche du monde confronte les forces de progrès.*

Le Parti communiste du Chili vient de fêter, en ce mois de juin 2022, son 110<sup>e</sup> anniversaire depuis que Luis Emilio Recabarren fonda le Parti Ouvrier Socialiste, qui prendra le nom quelques années plus tard de Parti communiste du Chili. Dans l'auditorium Caupolicán, du sud de la commune de Santiago, les militants et militantes, élues, délégués syndicaux, ministres, se sont rassemblés pour mener ensemble la réflexion sur les orientations futures du parti mais également sur les transformations en cours.

Ce rassemblement se réalise dans une période historique de transformation sociale, politique et économique du Chili, fruit d'années de luttes et de mouvements sociaux qui ont convergé dans le grand mouvement social insurrectionnel appelé l'*Estallido* ou la *revuelta* social de 2019, qui a convoqué pendant plusieurs mois plus d'un million de Chiliens et de Chiliennes dans les rues de toutes les villes du Chili.

Il est nécessaire de rappeler qu'après une répression policière brutale, avec 34 morts et plus de 3 500 blessés, le président de droite de l'époque Sebastian Piñera choisit de ne pas répondre à la demande sociale par des mesures concrètes et immédiates, et convoque un groupe de parlementaires dont fait partie Gabriel Boric, alors député, pour négocier et signer « un accord pour la paix et la nouvelle Constitution ».

Cet accord rédigé au sein de la caste politique est non représentatif du mouvement social. Il est signé le 15 novembre 2019. Il évacue toute considération sociale et place entre les mains du peuple le choix d'opter ou non pour une nouvelle Constitution en remplacement de celle de 1980, symbole du pinochetisme et du néolibéralisme le plus fé-

roce, avec la possibilité d'un refus ou d'un échec du processus constituant sur le moyen et long terme. Cet accord marque aussi un tournant pour le mouvement social, qui en sort plus affaibli.

Après un vote d'approbation à hauteur de 80 % le 25 octobre 2020, le pays élit 155 députés constituants pour un mandat de 9 mois, en juin 2021.

Le Chili est donc actuellement en plein processus de réécriture de sa Constitution, qui coïncide avec un autre événement politique majeur : l'arrivée au pouvoir de la coalition de gauche Apruebo Dignidad conduite par Gabriel Boric en décembre 2021.

Le Parti communiste chilien n'est pas en marge de ces changements, puisqu'il est pleinement investi dans le paysage social, politique et associatif du pays. En 2022, il est le premier parti en nombre de militants et militantes de la région métropolitaine. Il est à la tête de plusieurs villes d'envergure comme Santiago et Recoleta et certains de ses membres ont été nommés ministres (Camila Vallejo, porte-parole du gouvernement ; Flavio Salazar, ministre des Sciences ; Jeannette Jara, ministre du Travail et de la prévision sociale) et secrétaires d'État (6 dans les domaines suivants : Économie, Éducation, Énergie, Forces armées, Justice et Télécommunications). Ce poids institutionnel du parti se mesure aussi au parlement, où siègent 12 députés communistes et 2 sénateurs.

Cette présence multiforme dans les sphères du pouvoir et son engagement dans la coalition politique au pouvoir posent la question cruciale de la stratégie du Parti communiste chilien pour dépasser le modèle capitaliste en s'affranchissant de l'exploitation et de la domination du capital sur le travail.

## Le Parti communiste chilien au gouvernement

Après avoir perdu, en septembre dernier, la primaire de la gauche où figurait son candidat, Daniel Jadue, le Parti communiste chilien a fait le choix d'être fidèle à cette alliance appelée Apruebo Dignidad dont sont aussi membres les partis du Frente Amplio, Revolucion Democratica, Comunes Convergencia Social et la Federacion Regionalista Verde Social, au profit du vainqueur de cette primaire et candidat à l'élection présidentielle, Gabriel Boric.

Les militants et militantes communistes se sont donc mis en campagne pour Gabriel Boric dont le programme était davantage basé sur l'adaptation au système néolibéral qu'à des changements structurels dans un pays où 1 % de la population possède 49,6 % de la richesse nationale et ne souhaite aucune redistribution. Arrivé en seconde position du premier tour de l'élection présidentielle, sa victoire est en partie due au refus massif de la menace fasciste, symbolisée par le candidat d'extrême droite, chef d'entreprise multimillionnaire, ex-militaire et héritier de Pinochet, José Antonio Kast. Ce manque d'adhésion vis-à-vis du nouveau président élu se retrouve d'ailleurs dans le rapport de forces favorable à l'opposition au parlement. La droite détient en effet la majorité des sièges avec 88 députés contre 67 pour le camp gouvernemental, si tant est qu'on estime que les sociaux-démocrates le soutiennent (30 sièges).

Outre ce panorama complexe dans le domaine de la vie politique, le nouveau gouvernement se heurte, dans la suite de son prédécesseur Sebastian Piñera, au conflit du Walpamu, sur fond de revendications indigènes ancestrales Mapuche contre les colons et l'État et l'extractivisme forestier. Sur le plan économique, il affronte une forte crise avec en moyenne 7 % d'inflation sur les 6 premiers mois de 2022. Sur le plan sécuritaire, plusieurs heurts sont survenus, dont la mort d'une journaliste lors de la manifestation du 1<sup>er</sup> mai.

Les critiques émergent également à gauche, face à l'absence de réponse du gouvernement quant aux revendications politiques pour la libération et l'amnistie des prisonniers politiques de la Revuelta Social, sa condamnation sur le plan international de la Russie et du Venezuela, sa nomination au ministère de l'Économie de Mario Marcel, ancien président de la Banque centrale du Chili sous Bachelet et Piñera et son inactivité face au manque de financement de l'éducation publique, qui a donné lieu à plusieurs mouvements sociaux de lycéens depuis le début de l'année.

Il a pu toutefois avancer sur certains projets de loi, avec la ratification du traité international environnemental d'Iguaçu, et sur l'augmentation du salaire minimum qui atteindra, en août 2022, 400 000 pesos (467 euros) contre 337 000 (387 euros) en 2021. Il est aujourd'hui en négociation sur plusieurs autres projets de loi tenant à :

- la création d'un système de pensions de retraite publiques, jusqu'alors inexistantes, d'un montant de 250 000 pesos mensuels ;
- la réduction du temps de travail à 40 heures hebdomadaires ;
- la réforme fiscale dont les ambitions ont déjà été amenuisées par la négociation d'entre deux tours avec le Parti socialiste et la Démocratie Chrétienne.

Au regard de la faible marge de manœuvre du gouvernement Boric pour amorcer des réformes structurelles, sa différence avec les gouvernements de Michèle Bachelet, notamment le second auquel les communistes avaient participé et dont les réformes n'avaient été que très limitées, apparaît ténue. Certains militants communistes disent même qu'il s'agit d'une continuité.

Quelle est donc la stratégie actuelle du Parti communiste pour faire entendre son positionnement critique et faire transiter la société chilienne vers un modèle de transformation économique, sociale et politique qui aille plus loin que des réformes conjoncturelles ?

## Les ambitions du projet de Constitution

Certains militants ont choisi d'autres espaces, comme la Convention constitutionnelle, pour faire avancer plus vite les réformes économiques, sociales et politiques. Élus en juillet 2021, les six constituants communistes ont réussi à convaincre les deux tiers des élus de la Convention, pour une bonne part des indépendants issus des mouvements sociaux, de leur programme. Si le texte est encore en cours d'harmonisation, quelques articles phares méritent d'être soulignés, même si aucun ne peut être séparé du tout puisqu'il s'agit d'un travail transversal et complémentaire :

– La reconnaissance du Chili comme un État plurinational et interculturel qui reconnaît la coexistence de diverses nations et peuples dans le cadre d'un État unique, avec la reconnaissance pour eux de leur autonomie et propre gouvernement. L'État garantira la participation de ces peuples dans l'exercice et la distribution du pouvoir, en garantissant leur représentation dans les structures de l'État à tous les niveaux et en sièges dans les élections populaires locales, régionales et nationales.

– La reconnaissance du Chili comme un État social et démocratique de droit, plurinational, interculturel, écologique et paritaire.

– L'amorce d'une politique de décentralisation avec la reconnaissance du Chili comme un État régional avec des entités territoriales autonomes politiquement, administrativement et financièrement, même si le Chili est considéré comme unique et indivisible et que sa souveraineté s'exerce sur tout le territoire. Les régions seront dotées d'assemblées régionales élues qui détermineront leur propre plan de développement régional. Elles auront entre elles des relations de coopération et de solidarité.

– Le droit à la grève, à la syndicalisation et aux négociations collectives pour les travailleurs, faisant des syndicats les uniques organisations ayant droit à la négociation collective pour représenter les travailleurs devant les employeurs. Ces négociations collectives pourront se faire par branche, secteur et territoire. Le droit à un travail décent et le droit des salariés à décider des décisions des entreprises.

Sur ce point, il convient de souligner qu'au Chili, depuis le Plan Travail de 1978-1980 qui régit toujours l'action collective, les syndicats sont expressément exclus de la conquête du pouvoir. Ils ne peuvent y participer qu'en renonçant à leurs fonctions syndicales. Ils sont aussi atomisés. Dans les secteurs de la mine et de l'industrie agroalimentaire, la division de la main-d'œuvre est organisée par la création de filiales et la non-existence d'un droit à la négociation collective par filière d'activité, celui-ci devant se faire obligatoirement à l'échelle de l'entreprise. Les conditions de travail entre les salariés des maisons mères et ceux employés par les filiales sont en conséquence asymétriques. Dans le domaine minier, ces derniers constituent 82 % des travailleurs. Pourtant, ils ont des salaires plus faibles que ceux appartenant à la maison mère, n'ont souvent pas le droit à des congés payés puisque les CDD s'enchaînent, et n'ont en général pas de syndicat car le nombre de salariés dans leur entreprise n'atteint pas le quota minimum pour pouvoir créer un syndicat.

– Le droit au soin et la reconnaissance du travail domestique et de soin.

– Le droit à la Sécurité sociale, avec la création d'un service public autonome qui octroiera une protection en cas de maladie, vieillesse, handicap, maternité, paternité, chômage, accident du travail, et assurera un système de protection sociale pour les personnes qui exercent des travaux domestiques ou de soin. Ce droit sera financé par les travailleurs et employeurs à travers des cotisations sociales obligatoires ; et en partie par l'État.

– La reconnaissance d'un système de santé public, intégré et universel.

– Le droit à l'eau, et la reconnaissance de l'eau et de l'air comme des biens communs naturels non appropriables. La reconnaissance de ces biens communs est une avancée majeure dans un pays très affecté par le changement climatique et dans lequel, jusqu'à présent, les ressources naturelles demeurent l'objet de propriété privée. Par exemple, les fleuves, les lacs, les montagnes, les plages peuvent être entièrement sous le joug de leurs propriétaires qui se réservent l'exclusivité de leur usage, créant ainsi un système inégalitaire dans l'accès aux ressources naturelles.

Le nouveau texte constitutionnel a toutefois ses limites, et notamment sur le plan économique. Les rapports de force au sein de la Convention constitutionnelle n'ont pas permis de parvenir à la nationalisation des entreprises du cuivre, du lithium et de l'or -- article proposé par les membres du Parti communiste -- et dont les ressources sont essentielles pour garantir :

– le financement de ce nouvel État social et de droit ;

– la souveraineté économique du pays sur ses ressources, et entamer un changement de la matrice productive pour en finir avec une économie uniquement fondée sur l'extractivisme et très dépendante des aléas du marché. Dans la nouvelle Constitution, l'État reste propriétaire du sous-sol et le seul décideur dans l'arbitrage de qui explore, exploite et profite de ses richesses naturelles. Cette faiblesse de la Constitution sur le plan économique s'explique par le refus de la droite, du Parti socialiste et du parti gouvernemental de Gabriel Boric, le Frente Amplio, de renationaliser les entreprises minières de cuivre, lithium et d'or.

Mais comment le Parti arrive-t-il à gérer en interne ces divergences stratégiques avec le Frente Amplio sur la conduite des réformes à conduire pour dépasser le capitalisme et amorcer une redistribution des richesses au profit des 99 % de la population, dont 10 % se trouvent en situation de pauvreté, et beaucoup d'autres obligés de cumuler plusieurs emplois pour survivre dans un pays où le niveau de vie est très proche de ceux des pays européens ?

Les membres du Parti au pouvoir et la plupart des élus sont fidèles au gouvernement, faisant taire leur esprit critique avec l'espoir que toute réforme prise peut être bonne à l'amélioration des conditions de vie de la population. Ceux qui étaient membres du gouvernement Bachelet 2 voient en ce nouveau gouvernement une continuité vers davantage de progrès social et une plus forte capacité d'influence du Parti au regard de sa plus forte représentation dans les institutions. Mais devant l'omniprésence des discours portés sur le sociétal et très peu sur les relations du capital/travail, avec entre autres la lecture par le président du Parti, Guillermo Teillier, d'une lettre de Gabriel Boric adressée aux communistes en guise d'ouverture de l'événement de commémoration entourant la création du Parti communiste, on peut se demander si ce n'est pas le gouvernement qui influe sur le Parti et non l'inverse.

D'autres membres évoquent une perméabilité du parti à l'idéologie néolibérale et une trop grande focalisation du

travail politique au niveau de la superstructure, qui sape un travail avec la base. Ils préfèrent focaliser leurs efforts militants à l'échelle locale, dans les municipalités, car cela implique des relations quotidiennes avec le corps social. Les gouvernements locaux constituent par ailleurs un véritable contre-pouvoir à l'État central comme instrument de la domination de classe. L'idée n'est pas d'humaniser le capitalisme mais de proposer un modèle alternatif au niveau local qui permette de dépasser le capitalisme, avec des pharmacies, magasins d'optique populaires et librairies populaires ; des logements sociaux municipaux ; des écoles publiques insérées dans le tissu associatif de la ville ; l'accès gratuit à l'énergie grâce à l'installation de panneaux solaires municipaux sur les toits des habitations des administrés, entre autres.

## Des mobilisations locales au vote pour la nouvelle Constitution

Dans la ville de Recoleta où le Parti ne faisait que 2 % à la fin des années 1990, le plan stratégique appelé Recoleta 2012 et qui visait à la conquête de la municipalité à cette date, a porté ses fruits. Sur le plan électoral, le parti est passé de 2 % à 6,9 % aux élections législatives de 2001, à 11,2 % aux municipales de 2004 puis à 18,6 % en 2008 et a finalement gagné la ville avec 41,3 % des suffrages en 2012. L'équipe municipale a depuis été réélue deux fois, avec des scores électoraux de plus en plus importants : 54 % en 2016 et 65 % en 2021. Ce bastion a d'ailleurs permis l'élection d'un premier député en 2012 puis de deux députés aux élections de 2016. Cette réussite de la stratégie écrite par une poignée de militant.e.s a permis d'attirer l'attention de la direction du Parti sur l'importance de la conquête du pouvoir local. Aujourd'hui, on compte 160 conseillers municipaux, contre 80 en 2012, et trois mairies communistes.

Ces stratégies diverses des militants et militantes reposent sur des divergences de fond qui ont parfois conduit à quelques coups d'éclats et à l'isolement de certains communistes.

Pour autant, tous se rassemblent aujourd'hui pour l'approbation du nouveau texte constitutionnel, qui offre la possibilité de nouvelles conquêtes sociales et marquerait la fin de la Constitution néolibérale de 1980, survivante de l'ère pinochétiste et des Chicago boys dans laquelle les systèmes de santé, de retraites, d'éducation et même de l'eau étaient entièrement privatisés.

Elle est pour tous la garantie de l'instauration d'un cadre d'action qui devra être respecté par les gouvernements qui coexisteront avec elle. Plus de 150 articles convoquent en effet le législateur pour la mise en place de lois complémentaires.

Aujourd'hui, l'ensemble du Parti se rassemble pour faire campagne pour le « oui », autour du référendum à vote obligatoire pour l'approbation ou le refus de cette nouvelle Constitution de 499 articles, qui se tiendra le 4 septembre 2022, date d'anniversaire de la prise de pouvoir de Salvador Allende.

Le chemin à parcourir est immense avec, aujourd'hui, des pronostics en faveur de la nouvelle Constitution faibles (25 %) en comparaison de ceux pour son refus (47 %). Les forces progressistes devront donc s'unir, sans aide financière de l'État, pour convaincre les 14 millions d'électeurs et d'électrices à approuver la nouvelle Carta Magna, face à une droite organisée, propriétaire de tous les grands médias, et qui travaille depuis des mois à la décredibilisation des constituants plus que sur les contenus du texte.

# V. Questions sur la conjoncture économique récente en Chine

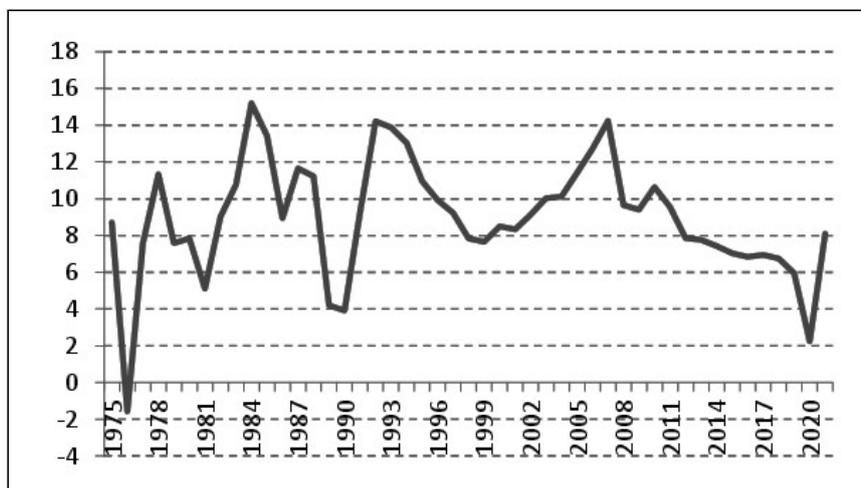
*Que va-t-il se passer en Chine ? Chacun a conscience de ce que le sort du monde dépend en grande partie de la façon dont la deuxième puissance mondiale va tenter de faire face à la pandémie persistante, à la crise de la mondialisation capitaliste et à la pression de l'impérialisme américain.*

Alors que la Chine a été le premier pays à se confiner – et pour cause – la croissance économique n'y a jamais connu un recul absolu, au contraire ce que ce qu'on a observé dans les grands pays occidentaux. Pourtant, plusieurs éléments de conjoncture amènent à s'interroger sur la situation de la Chine : la vague actuelle de Covid, avec le variant Omicron, et les interrogations sur l'arrivée en cours d'une récession aux États-Unis et en Europe, ainsi que les tensions internationales considérables. Ce petit article n'a pas vocation à proposer une analyse d'ensemble, mais plutôt à donner quelques éléments factuels qui nous semblent utiles à être sélectionnés, à poser quelques questions et à suggérer des hypothèses de lecture de la situation. Le fil conducteur étant : dans quelle situation économique la Chine va-t-elle aborder les soubresauts et tensions des mois à venir<sup>1</sup> ?

## Un maintien économique incontestable durant la pandémie

Première idée, la Chine a connu un maintien économique incontestable durant les deux années écoulées, mais les tensions, y compris internes, sont plus intenses que jamais. En effet, l'activité économique mesurée par le PIB n'a pas reculé en volume (yuan constant) en 2020 avec +2,2 % et le rebond de 2021 fait plus que compenser ce ralentissement, car il marque une accélération par rapport à 2019 (8,1 % en 2022 contre 6,0 % en 2019). Pourtant, en Chine aussi, la pandémie est survenue au sein d'un ralentissement de croissance déjà l'œuvre et qui aurait pu reprendre son cours (cf. graphique). Et, surtout, la Chine n'a pas hésité à arrêter l'activité économique « quoiqu'il en coûte », avec des mesures beaucoup plus drastiques que dans la plupart des pays.

### Chine Croissance du PIB (% annuel)



Source : Banque mondiale, d'après le BNS (Bureau National des Statistiques).

Dans le même temps que ce rebond a lieu, l'inflation ne montre que de faibles signes d'accélération, du moins pour les prix à la consommation dont la croissance est à peine au-dessus de 2 % (2,5 % en juin, après 2,1 % en mai). Tandis que les prix à la production (prix interentreprises) dont le rythme est certes plus rapide (6,1 % en juin) sont en léger ralentissement par rapport à mai (6,4 %) et enregistrent leur évolution la plus basse depuis 23 mois. La Banque centrale de Chine n'a pas (pas encore?) remonté ses taux et elle reste peut-être la seule banque centrale d'un pays émergent ayant les moyens financiers et économiques de mener une politique monétaire relativement autonome de celle des États-Unis sans en payer un coût démesuré. Par ailleurs, d'après les calculs du FMI, la dette publique chinoise est un peu en dessous de 100 % du PIB (comme la France, avant la pandémie) la moitié étant contractée par l'État central, l'autre moitié par les provinces, les municipalités et autres administrations publiques non centrales. En revanche, le déficit est passé en quelques années de 3 % du PIB à 7 % du PIB, d'après les autorités, et représenterait le double d'après le FMI (qui inclut l'ensemble des administrations publiques, Sécurité sociale comprise). Enfin, il faut noter que la pandémie a fait extrêmement peu de décès (selon les chiffres officiels à prendre avec précaution) comparativement aux autres pays, même si d'une part les hôpitaux ont souffert là-bas aussi d'un engorgement qui s'est reporté négativement sur les autres pathologies; et, d'autre part, la souffrance sociale liée à la dureté des confinements semble atteindre des niveaux très élevés. Notons que, même si les statistiques officielles sont à prendre avec recul, les autres pays d'Asie du Sud Est ont aussi connu une mortalité-Covid par habitant beaucoup plus faible que les pays européens ou américains. Enfin, il est à noter, chose importante pour la qualité de vie et pour la santé, un net recul de la pollution en ville, telle que mesurée par la concentration en particules fines dans l'air (moins de 2,5 microns), mouvement

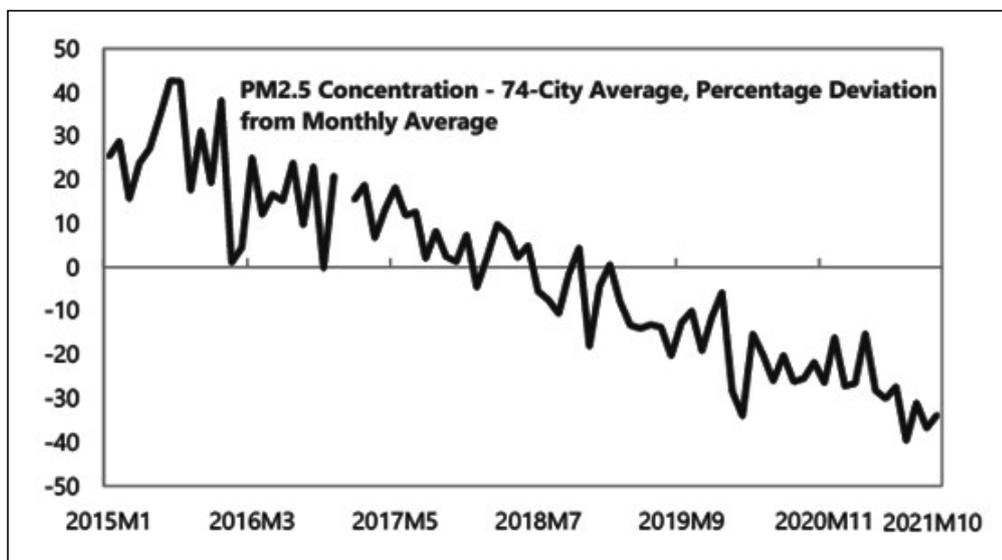
entamé dès la mi-2018 même s'il a été favorisé par les arrêts d'activité, ou le télétravail, durant les confinements.

## Des tensions économiques s'accumulent

La deuxième idée est qu'en même temps que ces évolutions dont on vient de donner quelques éléments, les tensions s'accumulent non pas seulement sur la Chine, mais en Chine même. Il s'agit bien sûr tout d'abord des tensions sociales liées au confinement qui revêt un aspect de plus en plus insupportable humainement, outre le contrôle social et les privations de libertés qui vont avec. Le prix de cela apparaît être le très faible nombre de décès; mais en contrepartie, les autorités chinoises semblent prises dans un piège où il leur est de plus en plus difficile de changer de stratégie, sauf à faire remonter drastiquement le nombre de décès.

Mais les tensions concernent les aspects économiques. Ainsi, le chômage est loin d'être nul et s'accroît au premier semestre 2022, autour des 6 % (contre 5,2 % en 2019 et 2020, et 4,9 % en 2021), sachant que nombre de travailleurs immigrés des campagnes dans les villes ne sont pas comptabilisés. Il est en outre particulièrement élevé pour les jeunes (18,4 % pour les 16-24 ans, en mai) alors que la Chine se projette vers de considérables défis technologiques et de modernisation de long terme, avec 10 millions de diplômés universitaires. Certes, à un moment où un autre dans les prochaines années, le brusque vieillissement démographique aura des effets d'appel d'air très importants sur la population active et sur l'emploi. Mais en attendant, la conjoncture peut avoir des effets négatifs sur les perspectives, sur le revenu, le climat social et sur les capacités des jeunes. Situation « complexe et grave » pour la conjoncture de l'emploi, selon les mots du premier ministre, Li Keqiang. Ce n'est pas un hasard si, perfidement, l'étude pays du FMI déjà citée insiste sur le faible pourcentage de personnes couvertes par un régime d'assurance

**PM2.5 Concentration - 74-Moyenne de la ville**  
(Écart en pourcentage par rapport à la moyenne mensuelle)



Sources : CEIC et IMF.

Note : Concentration de fines particules dont le diamètre est généralement de 2,5 micromètres et moins.

### Nombre de décès Covid par habitant dans quelques pays émergents et développés

	Cumul/hab depuis 2020	Cumul absolu
Brésil	3.148	673.610
Pologne	3.081	
États-Unis	3.066	1,020 000
Chili	3.061	
Italie	2.801	
Royaume-Uni	2.652	
Russie	2.562	
Mexique	2.503	
Tunisie	2.409	
Espagne	2.326	
France	2.226	147.717
Suède	1.884	
Afrique du Sud	1.697	
Allemagne	1.666	141.870
Hong-Kong	1.246	
Turquie	1.165	
Vietnam	439	43.089
Inde	377	525.454
Corée du Sud	481	
Maroc	433	
Taiwan	320	
Japon	249	
Algérie	154	
Chine	3,6	5.226

Source : Projet Our World In Data, université d'Oxford, d'après sources nationales officielles, chiffres arrêtés au 7 juillet 2022.

chômage (environ 40 %, et ceci sans évolution notable depuis 2008). En outre, si l'endettement des entreprises a peu progressé, celui des ménages est passé en à peine 2 ans de 55 % du PIB à 65 %, soit une augmentation de plus de 20 %.

Élément sous-jacent très important, de nombreux signes convergent vers une forte poussée de suraccumulation du capital en Chine. Celle-ci semble toucher à la fois les entreprises publiques et les entreprises privées. On observe la conjonction d'une diminution des indicateurs de rentabilité (calculés par le FMI) et d'une diminution de l'efficacité du capital. Il est significatif, aussi bien du point de vue politique qu'économique, de constater que pour la Chine le FMI s'intéresse à l'efficacité du capital. Ce qu'il serait bien avisé de faire pour les pays capitalistes développés ! En tout cas, différents calculs d'efficacité du stock de capital matériel ou de l'efficacité des investissements font apparaître des tendances à la diminution, sans cesse contrecarrées

mais persistantes. Ainsi, l'étude du FMI explique-t-elle : « le principal moteur de la baisse [de la rentabilité] est le déclin de l'efficacité marginale du capital » (p. 39). Mais, rassurons-nous, le FMI utilise cet argument pour dénoncer l'excès... d'investissements publics dans les infrastructures ! Comme quoi, les dogmes ont la vie dure : les dépenses publiques continuent à être dénoncées, même lorsque le problème se situe du côté du capital. Cela n'empêche pas, on va y venir dans le troisième point, qu'il semble y avoir un enjeu sur l'excès, relatif et non pas absolu, de dépenses publiques matérielles.

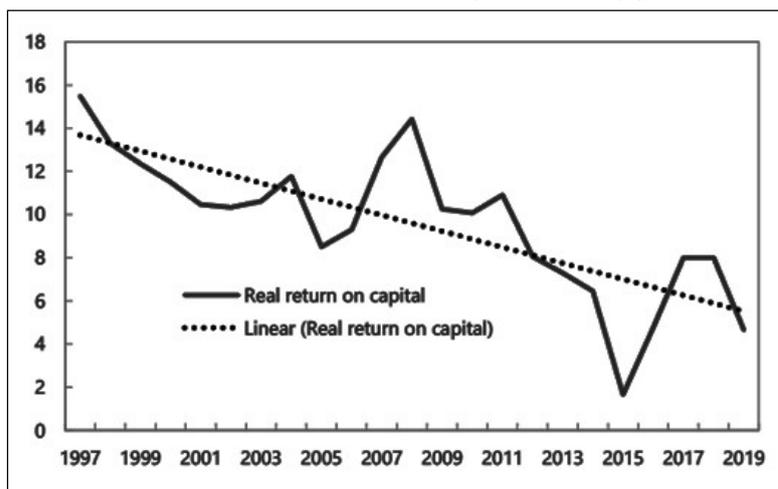
Enfin, corrélativement à cette poussée de suraccumulation, le secteur bancaire et financier est particulièrement exposé.

En effet, convergent avec cette observation très structurante sur l'efficacité du capital, le PIB continue depuis des années à être majoritairement composé d'investissement (la formation brute de capital fixe, la FBCF de la comptabilité nationale, c'est-à-dire l'investissement des entreprises y compris dépenses de R & D, des administrations et l'investissement par les ménages en logement). Celle-ci pèse pour 50 %, plus que chaque autre composante (consommation des ménages, consommation publique, exportations, importations). En France, on est plutôt autour de 23 %. D'un côté, dans un pays qui a un retard d'infrastructure très important à combler, il est normal que la FBCF représente beaucoup plus que chez nous, mais l'insuffisance de la consommation des ménages doit retenir l'attention. D'un autre côté, on est aussi frappé par l'effort réalisé, dont nous pourrions peut-être bien nous inspirer.

Avant-dernier élément, sur lequel on va revenir juste après, l'international et le rôle des multinationales étrangères. La Chine enregistre un excédent commercial considérable, on le sait, même si une réorientation vers la demande intérieure avait été engagée. Il s'élève à plus de 560 milliards de dollars en 2021. Mais nombre de ces exportations sont des produits matériels réalisés dans des multinationales à base étrangère. En contrepartie de ces biens matériels, les filiales versent alors des paiements de brevets et divers droits de propriété, des paiements financiers et des dividendes. On peut utiliser les statistiques standardisées de balance des paiements pour évaluer ces différents flux et en faire une balance : une sorte de balance des paiements des multinationales avec la Chine. Nos évaluations<sup>2</sup> les situent autour de 760 milliards de dollars en 2021. Ce qui fait plus que contrebalancer l'excédent commercial et représente un peu plus de 4 % du PIB chinois. Dans le même temps, l'internationalisation de la Chine et le développement de firmes multinationales chinoises, l'implantation à l'étranger ou le rachat de filiales ont eu pour effet de contrecarrer ce mouvement, générant autour de 660 milliards de dollars d'entrées de paiements en Chine. Il n'en reste pas moins que le solde de ces paiements de multinationales depuis et vers la Chine a recommencé à se creuser depuis la pandémie : il commençait à avoisiner l'équilibre et il s'est creusé en 2020 et 2021, atteignant 100 milliards de dollars de prélèvements nets sur la Chine, soit 0,6 % du PIB. Toutefois, les réserves de change de la Chine sont considérables et ont encore progressé. Elles représentent plus de 3 000 milliards de dollars.

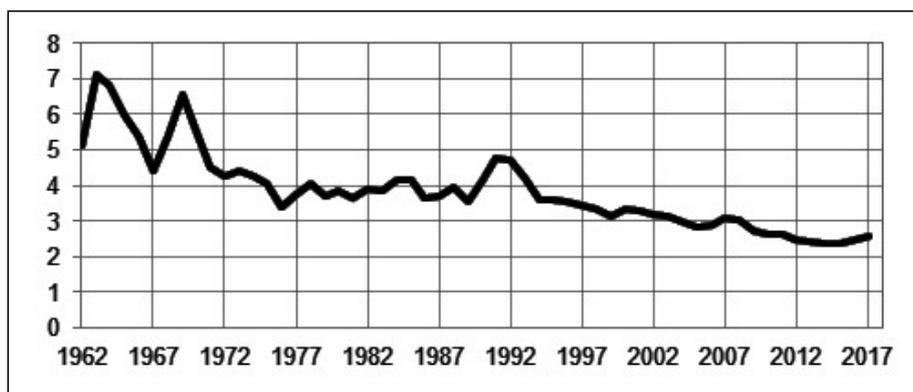
Enfin, du point de vue des inégalités sociales (auxquelles, là encore, on aimerait que le FMI s'intéresse dans ses analyses des pays capitalistes développés...), on assiste à un double mouvement : réduction des inégalités de revenus monétaires entre ruraux et urbains ; creusement des inégalités de revenus entre habitants des villes.

## Rendement réel du capital (en pourcentage)



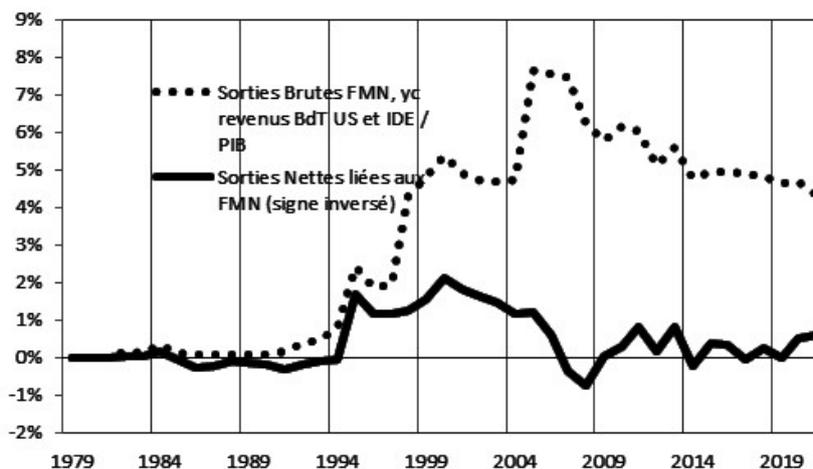
Sources : Perspectives de l'économie mondiale du FMI ; CEIC ; Tableaux du monde ; IMF.  
 Note : Capital basé sur la formation brute de capital fixe.

## Chine : Efficacité du capital (incrémentale)



Explication : Efficacité incrémentale du capital = Variation de PIB/Investissement de l'année précédente.  
 Source = Banque Mondiale, calculs de l'auteur.

## Contribution extérieure des Firmes Multinationales (FMN) au PIB de la Chine (en %)



Source : Balance des paiements de la Chine (FMI + source nationale) et BNS (PIB).  
 Champ : Chine continentale + Hong-Kong + Macao.

Dans ce contexte, la Banque centrale de Chine continue à pratiquer une politique accommodante, particulièrement pour les dépenses publiques semble-t-il, et le déficit budgétaire ne semble pas amené, pour l'instant, à se creuser mais un mouvement vers l'austérité et la priorité au désendettement n'est pas du tout à l'ordre du jour.

## Des réponses économiques contradictoires

Ce qui amène la troisième idée. On vient de dessiner des éléments de schéma qui peuvent faire penser, tant du point de vue économique que des tensions sociales, voire sociétales (jeunesse des villes) évoquent pour partie les prodromes de crise de CME (capitalisme monopoliste d'État) tels qu'ils sont apparus dans nos pays capitalistes développés à la fin des années 1960. Et de ce point de vue, une partie des réactions du système économique vont dans le même sens qu'alors et approfondissent certaines de ces tensions, voire engagent une sorte de « fuite en avant », la dimension « projection vers l'international » jouant dans ce schéma un rôle tout à fait particulier. Mais une autre partie de la politique économique et des réactions du système économique chinois est en même temps engagée dans une autre direction, beaucoup plus progressiste et qui, à certaines conditions, pourrait permettre de surmonter la montée de crise. Nous allons brièvement décrire ces deux évolutions concomitantes et qui peuvent être contradictoires entre elles.

La continuation du mouvement de « projection à l'étranger » de l'économie chinoise se poursuit, avec tout particulièrement ses IDE sortant (investissements directs à l'étranger) vers les pays du Sud comme dans ceux du Nord, et des initiatives structurelles comme la route de la soie, mouvement entamé assez tôt mais qui se poursuit. Ce mouvement a pris, on l'a dit plus haut, un tour nouveau à partir du moment où, au début des années 2010, la politique chinoise cherche aussi à compenser son déficit de balance des paiements des FMN (firmes multinationales). Mais, ce faisant, il crée une nouvelle situation, rappelant pour partie ce qui s'est passé dans les pays capitalistes développés dans les années 1970. De façon contradictoire cependant, et à la différence des années 1970, il vise explicitement à rivaliser avec les États-Unis et à s'y opposer, mais tout en conciliant, voire en amplifiant par certains aspects, la culture de la rentabilité financière. Ce mouvement est donc lui aussi contrasté et contradictoire.

Un second aspect de l'internationalisation est la poursuite de l'ouverture chinoise aux investissements étrangers entrants. Elle continue, dans les faits, malgré les mesures prises par Trump, et malgré la « croisade » engagée plus intelligemment par Biden. Non seulement l'excédent des entrées d'IDE en Chine par rapport aux sorties a été de 260 milliards de dollars en 2021 (ce qui recouvre toutefois 207 milliards de dollars d'investissement chinois à l'étranger), mais les investissements de portefeuille (IP, soit purs placements financiers dans des obligations d'État ou assimilées, soit prises de participations minoritaires inférieures à 10 % du capital) ont été importants en Chine, avec 184 milliards de dollars entrants, bien qu'on observe encore plus d'investissements sortants liés notamment aux achats de bons du Trésor US et donc un solde de 54 milliards de dollars de sorties en net, pour les IP. Mais les achats de bons du Trésor chinois par des non-résidents ont triplé en 2020, donc durant la pandémie, bénéficiant en outre d'un différentiel de taux d'intérêt avec les États-Unis avantageux pour la rémunération de ces placements.

Ces différents flux structurent une forme de lien, de connexion renforcée, si ce n'est de dépendance, avec l'international, mais aussi et peut-être surtout, ils imprègnent encore plus l'économie chinoise de la logique du capital financier, à savoir tout réduire à la rentabilité financière « pure ».

Troisième aspect, qu'on a noté plus haut et qui entre dans ce tableau, la poursuite d'un investissement matériel considérable. Il ne semble pas fléchir, approfondissant lui aussi la suraccumulation, mais tirant partie probablement aussi des différences de niveaux encore significatives avec les économies mûres des grands pays capitalistes développés, et notamment des États-Unis.

Donc, indices de suraccumulation, internationalisation de suraccumulation aussi, et financiarisation de l'économie. On pourrait avoir là tous les éléments d'une crise du CME, comme on l'a eue dans nos pays au début des années 1970. Le FMI cherche même à suggérer que la principale faiblesse chinoise se situerait dans son secteur financier (tout en poussant à son développement, par exemple à une interconnexion poussée avec la Bourse de Hong-Kong) et sous-entend, sans le dire, qu'il poserait problème à l'ensemble du système financier global. Mais, et c'est là une partie de la richesse de la situation chinoise et son originalité, nous n'avons pas que cela.

Nous avons dans le même temps deux ensembles de réponses de politique économique : un développement considérable des services publics, de la protection sociale et, semble-t-il, des niveaux de vie ; une mobilisation vers les défis de la révolution informationnelle et écologique avec tous les besoins de créativité et les efforts financiers que cela implique, mais aussi les considérables enjeux d'intervention, de participation démocratique nouvelle et de culture liés à cette créativité.

Du côté des services publics et de la protection sociale, on a vu le développement considérable des infrastructures matérielles (pour lesquelles le FMI indique qu'en valeur rapportée au PIB, la Chine se situe plus haut que tous les pays, y compris les nôtres). C'est très important, mais ne permet pas de savoir ce qu'il en est en termes de service rendu, car il faut aussi du personnel formé. Or, on sait que dans les hôpitaux chinois aussi les difficultés et l'engorgement sont importants. Il faudrait, là, en savoir plus : quelle évolution de l'emploi et du service rendu ? Quelles perspectives de formation et d'embauche ?

Du côté de la protection sociale, la Chine a engagé des réformes très importantes élargissant considérablement la proportion de Chinois couverts par celle-ci. Et ceci dans les dix dernières années. Depuis 2008, pour les régimes de retraite, on est passé de 110 millions de personnes couvertes, soit 25 % des intéressés, à plus de 1 milliard en 2020, soit plus de 80 % des intéressés. Pour l'assurance maladie, on est passé de quelques millions de personnes couvertes en 2000, à 25 % des intéressés en 2008 et on a atteint plus de 95 % en 2020. De même pour les accidents du travail et pour la maternité. En revanche pour l'assurance-chômage, on est passé de 40 % des travailleurs urbains couverts en 2008 à 45 % en 2020, ce qui fait certes plusieurs millions de personnes en plus, mais toujours plus de la moitié des travailleurs sans couverture chômage en cas de perte d'emploi.

Du côté de la révolution informationnelle, les dépenses de R & D ont continué à progresser à un rythme considérable (+10 % en 2020, puis +14 %). Elles atteignent 441 milliards de dollars et représentent 2,44 % du PIB en 2021. De même, le nombre de diplômés ne cesse de progresser. Tout cela est fortement favorisé par le dynamisme général,

que la pandémie refroidit en quelque sorte, et par l'absence d'austérité budgétaire.

Mais là aussi deux types de tensions s'accumulent. Premièrement, pour soutenir en quelque sorte la rentabilité du capital privé, on demande aux entreprises d'État (State Owned Enterprises, SOE) d'assurer elles-mêmes une grande partie de l'effort de R & D. C'est ambivalent, et cela peut ressembler à notre propre CME qui engageait les dépenses de R & D publiques pour les bénéficiaires privés du capital des grands groupes. Les SOE, précisément, sont l'objet d'un grand bras de fer avec le FMI. Elles représentent encore 10 % de l'emploi, 26 % des ventes et 38 % du capital (hors entreprises individuelles et TPE). Et le FMI demande qu'elles assurent « la neutralité compétitive », bref qu'elles aident le capital privé. Les autorités chinoises se sont engagées à un « partage des excès de profit » des SOE ambivalent, qui peut être intéressant ou nocif.

Deuxième type de tension, la guerre économique avec les États-Unis et les mesures très concrètes. Je n'en citerai qu'une pour réaliser les puces très denses, avec un écart de moins de 5 nanomètres entre composants, le monde entier dépend d'une entreprise néerlandaise ASML, qui détient le monopole sur les machines permettant par lithographie de réaliser l'étape de gravure. ASML s'est engagée à ne pas vendre ses machines, ni sa technologie aux Chinois. En revanche, elle la vend aux Coréens du sud (Samsung), à Taiwan (TSMC) ou aux États-Unis (Intel et les autres). C'est un défi considérable pour la Chine. D'où, aussi, ses gestes récurrents pour faire partie des différents traités commerciaux internationaux, particulièrement avec ses voisins d'Asie comme le TPP.

La Chine est en effet dans une double position : d'une part de rattrapage d'un niveau capitaliste de développement, mais aussi d'imitation de celui-ci, d'autre part de mise en œuvre du « socialisme aux caractéristiques chinoises ».

Typiquement, l'hypothèse de Paul Boccard, explicitée tout particulièrement dans les années 1980 et les débats sur l'URSS et la *Perestroïka* (table ronde d'*Issues* avec Wladimir Andreff, Yves Dimicoli et Jacky Fayolle) s'avère très éclairante. C'est celle qui, en « miroir » du CME, définit le SRE, socialisme de rattrapage autoritaire d'État, car nous savons bien, particulièrement en France, que le poids et le nombre des entreprises publiques ne suffit pas à déterminer si une société et une économie sont socialistes. Pour dire les choses simplement, le SRE, ce sont des pays socialistes qui n'ont pas du tout atteint nos niveaux de développement au moment de leur révolution, et qui s'engagent dans une politique de rattrapage des économies capitalistes, c'est-à-dire pour partie d'imitation des méthodes, voire des institutions, mais avec un État agissant massivement en faveur d'autres objectifs, tout particulièrement du « social », via des corrections massives, des compensations, une coordination importante et des éléments de protection (par exemple, en Chine, le marché intérieur a très longtemps été protégé des produits réalisés dans les zones franches par les multinationales occidentales).

Sans développer davantage, on peut alors se demander, ici, dans quelle mesure nous n'avons pas aussi une lutte interne à la Chine elle-même, entre le capital financier interne à la Chine, combinaison de celui des multinationales étrangères et des multinationales chinoises, et les buts sociaux publics. Cet affrontement ayant lieu à la fois dans la réalité des gestions engagées par les entreprises, dans les idées, sur les critères de la politique économique et des gestions, mais aussi au sein même d'institutions économiques de l'État, comme la Banque centrale. C'est un affrontement entre logiques différentes. Il va probablement

être amené à prendre de l'intensité. Les institutions internationales, comme le FMI, y jouent une partition, comme on vient de le voir, tandis que les autorités chinoises sont amenées non seulement à faire la part du feu mais à agir dans des directions parfois opposées, à la fois pour des raisons subjectives (de choix idéologiques différents) mais aussi parce qu'elles ont affaire à un pays à la fois encore sous-développé, qui doit encore rattraper et imiter, et à un pays très développé qui va devoir inventer, innover, y compris socialement et, particulièrement dans les gestions, où l'intervention des travailleurs et des citoyens pourrait s'avérer décisive.

On peut relever, en illustration à cela, que l'analyse du FMI, et les recommandations qui vont avec, insistent systématiquement pour pousser encore plus loin l'implémentation du marché : marché des émissions de CO<sub>2</sub>, par exemple, dans lequel la Chine a dû s'engager. Elles récusent aussi, de façon plus subliminale, la non-austérité, en dénonçant l'excès de croissance du PIB et en demandant aux Chinois qu'ils prennent un engagement à ne plus annoncer des objectifs de croissance aussi élevés !

Pour conclure, on ne peut s'empêcher d'ajouter dans le tableau la Banque du Sud et les nouvelles structures monétaires et financières mises en place avec la Russie, qui peuvent faire partie du tableau de résistance et d'alternative à l'hégémonie capitaliste à travers celle du dollar... à conditions que les critères « emploi, services publics et écologie » soient clairement identifiés et prennent le pas sur ceux du capital, de la rentabilité.

1. Outre les données prises directement à la source, on utilise largement l'étude du FMI intitulée *Country Report*, n° 22/21, janvier 2022, 134 pages.

2. Reprises dans *Time for another kind of globalization – Challenges for theory and proposals*, chapitre à paraître de *Rethinking Asian Capitalisme*, chez Palgrave, TRAN, Thi Anh Dao (éditrice).

